société française des architectes

Bulletin n°52

Architecture & Politique

1er Trimestre 2015

SOMMAIRE

EDITORIAL p.3

Pascal Q. HOFSTEIN Disparitions

ACTUALITES p.4

ARCHITECTURE ET POLITIQUE p.6

François-Frédéric MULLER Permis d'angoisser **p.07**
Pablo KATZ Mais dites-le carrément ! **p.09**
Laurent SALOMON Où est passé le politique ? **p.11**
Jean-Claude LAISNÉ Le travail et le pouvoir **p.12**
Remi FOURRIER L'architecture, jouet cassé des politiques **p.13**
Antonio LAZO Relations troubles **p.14**
Benjamin CIMERMAN Architecture et Politique **p.16**
Jean-Claude LAISNÉ La vision et le pouvoir **p.16**
Jean DE PATMOS D'une fracture à l'autre (en attendant l'apocalypse) **p.17**
Jean-Claude LAISNÉ La culture et le pouvoir **p.18**
Luc-Régis GILBERT « Des abeilles, fourmis, termites...» **p.19**
Olivier GAHINET Le mystère de la grande pyramide **p.20**
Pierre BOUDRY 2015 - Questions **p.25**
Hervé BLETON Fiche de lecture **p.26**

HOMMAGE A EDITH GIRARD p.26
par Laurent Salomon

VIE DE LA SFA p.27

PROCHAINES MANIFESTATIONS SFA **p.27**

VOYAGE SFA
Hervé BLETON SICILE **p.28**

INFO LE VISITEUR **p.30**

BUREAU 2015

Président Pascal Q. HOFSTEIN
1er Vice-Président Olivier GAHINET
Vice-Présidents Pablo KATZ
Jean-Claude LAISNE
Antonio LAZO CAMUS
Secrétaire Général Pierre BOUDRY
Trésorier Louis GUEDJ
Membres Tania DEBBAS
Remi FOURRIER
Frank SALAMA

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Françoise ADAM-MOUTON
Christine ALEXANDRE
Hélène BERGERON
Jean-Bernard BETHGNIES
Pierre BOUDRY
Sylvie BRACHET
Jean-Luc CHASSAIS
Jacques COURBON
Tania DEBBAS
Hervé DUBOIS
Remi FOURRIER
Olivier GAHINET
Luc-Régis GILBERT
Louis GUEDJ
Bruno HUERRE
Pablo KATZ
Jean-Claude LAISNE
Antonio LAZO CAMUS
Edouard MURE
Antoine PELISSIER
Jean-Luc PEREZ
Pascal Q. HOFSTEIN
Philippe RIVOIRARD
Frank SALAMA

MEMBRES DE DROIT

Pablo KATZ
Laurent SALOMON

Editorial

Disparitions

par Pascal Q. HOFSTEIN

« L'économie transforme le monde, mais le transforme seulement en monde de l'économie.
Guy Debord - *La Société du Spectacle*

Le huit janvier à huit heures du soir, en signe de solidarité avec les victimes de l'assassinat survenu la veille dans les locaux de Charlie Hebdo, la tour Eiffel s'éteignait. Seules quelques lumières restaient perceptibles, celles du balisage de sécurité, entre autres, tandis que le monument sombrait dans la nuit. L'espace du ciel vide en était grandi. La nuit se chargeait d'un deuil que la ville de Paris signifiait au monde entier. Une icône disparaissait. Les médias internationaux l'avaient à l'œil, ayant prévu l'événement et construit le suspense. D'un seul coup, l'effacement. Un paysage endeuillé mais, surtout, un effacement. Le surlendemain, aucun monument parisien ne s'éteindra après l'attentat contre l'hyper casher de la porte de Vincennes. Mais à la proue du champ de Mars, pendant quelques instants, la dame de fer n'était plus.

Ce qui avait disparu ce soir là rendait visible, a contrario, la nature même du monument. La ville et son paysage ont rendu perceptible la capacité de la puissance publique à ériger à travers l'histoire, une quantité d'édifices nourris par de multiples ambitions : les bâtiments construits ont laissé plus qu'une empreinte: ils ont fondés des espaces urbains généreux et prêts à accueillir le plus grand nombre. Ces édifices, inscrits, présents et permanents dans le paysage de la cité, ont contribué à la construction de la ville et à façonner ses espaces pour tous.

L'économie mondiale, celle qui ne se fie qu'aux prescriptions du marché, ne s'encombre pas, elle, de permanence ni de pérennité. S'il faut délocaliser pour trouver moins cher ailleurs, on raye de la carte du monde des régions entières et on les condamne à la paupérisation et à la disparition. On ne fidélise pas, on ne s'attache pas. On disperse des populations enracinées dans leur sol et leur culture. On balaie et l'on éteint : cette économie-là, sans foi ni loi, ne s'attarde sur rien.

Notre profession, dont le métier est de construire et de rendre présent la ville, ses espaces et leurs limites, n'échappe pas à ce cataclysme. Les maîtres d'ouvrages publics ont vu leur rôle changer depuis longtemps. Autrefois acteurs de la puissance politique, ils sont devenus aujourd'hui de simples acheteurs. Le système des concours – qui a su assurer une qualité architecturale reconnue au-delà de nos frontières – est attaqué si fortement qu'il risque de disparaître : il est trop onéreux. On invente des textes de loi qui menacent l'existence de nos structures professionnelles en voulant les « dérèglementer ». La loi de 1977 qui a su faire sortir l'architecture de sa jungle affairiste en l'inscrivant comme une « expression de la culture » ne semble tenir qu'à un fil tout maigre.

Nos écoles, elles, ont vu se réduire le temps des études car, c'est bien connu, aller vite c'est aller mieux. Se structurer au sein d'une pensée dans le projet serait une perte de temps? Que devons-nous transmettre alors aux étudiants? Que la qualité architecturale qui constitue le centre de leurs études n'est pas portée par leurs futurs commanditaires? Que leur avenir est menacé par la disparition programmée de la profession dans laquelle ils s'engagent ?

C'est parce que l'architecture est menacée dans ses conditions d'exercice même que nous avions proposé le thème de ce numéro. Au moment de le publier, et pour lui garder toute sa force, nous avons souhaité ne conserver que les textes les plus directement liés au thème choisi d'architecture et politique. Les autres contributions seront publiées par la suite dans la mesure du possible.

Les hommes politiques doivent prendre garde. Comme les édifices aujourd'hui, comme les architectes bientôt, leur existence est menacée dans cette course du temps. Ils sont pris dans cette chute qui tend à faire disparaître les corps, les choses, l'espace, les architectes et, bientôt, eux-mêmes.

Pascal Q. HOFSTEIN
Architecte DPLG
Président de la Société Française des Architectes
Enseignant titulaire, ENSA Paris La Villette

ACTUALITÉS

COMMUNIQUÉ

Unsfa L'UNION DES ARCHITECTES

DpA L'ARCHITECTURE EST D'INTÉRÊT PUBLIC.

SFA société française des architectes

Paris le 22 Janvier 2015

Depuis plusieurs décennies la dimension humaine et culturelle de l'Architecture est bafouée, au profit d'intérêts marchands. Les conditions d'exercice des architectes n'ont cessé de se dégrader.

Forts de ce constat, les architectes par leurs syndicats, représentants, associations et étudiants se sont réunis le 22 Janvier 2015 au Conseil Economique Social et Environnemental à Paris, pour interpeller le Président de la République, garant de la Loi sur l'Architecture pour qu'il confirme l'intérêt que la Nation porte à son patrimoine et à la qualité de la réalisation de son cadre de vie .

Les architectes dénoncent :

- les atteintes permanentes à la loi MOP
- les atteintes récurrentes aux seuils de recours
- l'arsenal de textes toxiques : loi Macron, loi sur la transition énergétique, transposition de la directive des marchés publics...

Les architectes refusent le processus de destruction de l'exercice de leur profession

Les architectes se mobilisent pour :

- Le maintien et la stricte application de la Loi de 1977 sur l'Architecture qui affirme que la création architecturale est d'intérêt public et l'expression de la culture
- La confirmation de la Loi MOP, comme garante d'une production de qualité, et son extension à l'ensemble des marchés
- Refuser la disparition de l'indépendance de la fonction d'architecte, trahie par les conceptions réalisations, les PPP, les Semop, etc.
- Pour qu'ils soient reconnus comme des acteurs indispensables de la rénovation globale, et de la loi sur la transition énergétique
- Pour une juste rémunération à hauteur de leurs compétences et de leurs responsabilités
- Pour un diplôme unique intégrant l'habilitation à la maîtrise d'œuvre
- Pour une tutelle à la hauteur des enjeux

Ils appellent tous les architectes et les étudiants en architecture à se mobiliser pour un rassemblement national, pour exprimer aux pouvoirs publics leurs attentes quant à l'avenir de leur profession.

Les organisations associations professionnelles présentes décident de se constituer en comité de préparation à cette conférence.

LETTRE AUX ÉTUDIANTS ET AUX JEUNES DIPLÔMÉS

par Oriane TAPPARO

Chères consœurs, chers confrères,

J'ai eu l'occasion de participer à une rencontre au Palais d'Iéna, à Paris.

Cette réunion fait suite à un appel de l'UNSFA, l'Union des Architectes, de DPA, Défense Profession Architecte, et de la SFA, la Société Française des Architectes, pour manifester contre les différents textes de Loi et ordonnances qui mettent à mal notre profession, comme la loi Macron. En vue des tragiques événements de ces dernières semaines, la marche de mobilisation nationale a été annulée mais l'UNSFA, DPA et la SFA ont décidé de maintenir la mobilisation avec un rassemblement / débat sur l'état de la profession, ouvert à tous.

Je tenais à partager avec vous cette incroyable après-midi riche d'informations, d'échanges et surtout de relations humaines. Je vous demande donc votre indulgence quand à me retranscription de cette journée.

L'objectif de cette réunion était d'aborder différents points qui viennent encore une fois bouleverser et mettre en détresse l'exercice de notre profession :

- le seuil des constructions de bâtiments agricoles qui passerait, suivant la loi Macron, de 500m2 à 800m2
- la loi MOP
- l'exclusion des architectes de la rénovation et de la maison individuelle
- la perte de majorité dans le capital des sociétés à exercice libéral en ouvrant ce capital à des non-architectes
- l'effondrement de la commande qui augmente le nombre de licenciements
- la formation des architectes avec notamment la question d'une HMONP a re-intégré au diplôme d'architecte délivré par les écoles d'architecture

Les discussions ont été animées toute l'après-midi. Les participants sont venus de toute la France, qu'ils soient directeurs d'agence, salariés, indépendants, retraités. Cependant, nous étions très très peu de jeunes diplômés ou d'étudiants.
L'enjeu de ce rendez-vous était de mettre ensemble par écrit des réflexions qui ont été présentées à la presse en fin de journée et qui seront également adressées au gouvernement. Des idées d'action à mener ont aussi été proposées : un architecte a suggéré qu'on fasse la grève des permis de construire mais comme un autre lui a répondu « il faut bien qu'on casse la croûte à la fin du mois », d'autres ont parlé de contacter la presse à un niveau national mais aussi et surtout au niveau régional et enfin l'idée générale qui en est ressortie est d'arriver à toucher l'opinion publique car ne l'oublions pas l'architecture est proclamée d'intérêt public.

Mais alors comment toucher l'opinion publique ?
C'est là que les étudiants, les jeunes diplômés et les HMO nous pouvons intervenir. Comme la soulignée un intervenant, si les étudiants décident de marcher dans la rue au côté des architectes professionnels pour défendre leur droit, nous arriverions à sensibiliser leur famille, leurs amis, et donc la société entière.
Aucune action n'a été arrêtée à ce jour mais l'idée défendue est celle de la « conception / réalisation » et non pas l'inverse, comme les pouvoirs publics ont trop tendance à faire. C'est dans cette initiative qu'on nous propose des moyens de participer et d'échanger sur une éventuelle réforme de la Loi sur l'architecture et de l'enseignement à travers des blogs, comme celui-ci https://lechantiermidi-pyrenees.wordpress.com.
Ensemble, nous pourrions proposer des actions, comme celle des HMObilisés de Toulouse qui a été citée à juste titre lors de ce débat.

Le but de mon message n'est pas de revendiquer l'adhésion à un syndicat ou une association mais de vous montrer que nous ne sommes pas seuls. Ces hommes et ces femmes se rassemblent pour défendre l'architecture d'intérêt public et notre avenir professionnel. Car les problèmes d'aujourd'hui sont, pour une partie, des problèmes d'hier qui ont déjà été débattus par nos pères. Mais dans 10, 20 ou 30 ans ce sera à notre tour de protéger la profession. Alors mobilisons nous dès aujourd'hui.

Lors de cette après-midi, d'anciens étudiants de l'Ecole des Beaux Arts, aujourd'hui retraités, étaient présents et ils m'ont raconté leur engagement depuis toutes ces années. J'ai également senti dans l'assemblée une forte envie de communiquer avec la jeunesse. C'est pourquoi, en tant que jeune diplômée mais aussi ancienne étudiante, j'ai souhaité réagir à leur propos en prenant la parole : je me suis présentée et je leur ai expliqué que si j'étais présente aujourd'hui avec eux c'était par curiosité et surtout par un immense besoin de savoir, de comprendre et d'être visible. En effet, pendant mes études, j'ai très peu entendu parler de l'Ordre des Architectes, de représentants de la profession, de lois Macron, MOP, etc… Puis, lorsque nous obtenons le diplôme d'architecture, nous ne pouvons, sans obtention de la HMO, nous inscrire à l'Ordre des Architectes, nous sommes donc invisible aux yeux de nos confrères. Et dans ce climat de crise, il est encore plus difficile de se faire connaître.

Je sais que pendant les études nous sommes concentrés sur les charrettes de projet et qu'on a peu de temps pour le reste. Mais si nous pouvions sensibiliser les élèves dès la licence à se mobiliser, ne serait-ce que pour être informé des faits, nous serions plus forts.
Ne l'oublions pas : nous ne sommes pas entendus car nous ne sommes pas (re)connus.

Oriane TAPPARO
Architecte D.E. de l'ENSA de Toulouse

Architecture & Politique

Dans un passé déjà lointain...

Entre le « pas de politique à l'atéyé »[1] dont les plus anciens des architectes se souviennent et les velléités des plus grandes gloires du métier de devenir conseiller des présidents de la République, l'écart est grand.

Pas de politique alors, parce que les querelles médiocres pouvaient briser la connivence corporative nécessaire pour assumer notre statut face aux Maîtres : les donneurs d'ordre. La lecture des vieux bulletins de la SADG (l'ancienne Société des Architectes Diplômés par le Gouvernement, de la cuisse de laquelle la S.F.A est sortie toute armée) nous rappelle à quelle altitude les architectes planaient alors : la défense de la culture occidentale, les plus hautes valeurs morales, le conformisme satisfait de la classe dominante.

1968 & après...

Peut-on oublier le bouleversement que la grève générale de 1968 opéra dans cet édifice – qui semblait si solide –, la vie des étudiants en architecture, l'enseignement et la profession ?

La religion s'est établie ensuite de s'appuyer sur une reconnaissance d'État de la nécessité des architectes :
« *L'architecture est une expression de la culture. La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public. Les autorités habilitées à délivrer le permis de construire ainsi que les autorisations de lotir s'assurent, au cours de l'instruction des demandes, du respect de cet intérêt.*
En conséquence :
1° Les maîtres d'ouvrage sont tenus de faire appel au concours des architectes (…). »

Dans les organisations professionnelles des architectes, il est d'usage de gloser savamment, à chaque changement de gouvernement, sur les dépendances ministérielles qui assureraient la meilleure défense du métier et de son enseignement, Culture, Équipement, Logement, Éducation nationale...?

Et maintenant... ?

Les pouvoirs politiques et financiers continuent ici et ailleurs de donner forme à leur domination par des folies architecturales, poursuivent une course à la hauteur, nous préparent des ruines admirables.
On a remarqué à l'occasion des dernières élections municipales que des images de projets d'architecture pouvaient encore constituer des arguments électoraux recherchés.

Simultanément, les architectes ne cessent de constater l'aggravation des conditions d'exercice de leur métier, au point que se pose la question de sa simple possibilité et que se profile la crainte de l'éviction de milliers d'entre eux : c'est ce que les pouvoirs politiques, d'État ou européens, mettent en forme à coup de lois, règlements et déréglementations, défauts de financement et modifications des règles d'accès à la commande.

Que dire du fait que le recyclage sur les façades de nos immeubles de la laine des lourds manteaux abandonnés à nos années baba[2] soit désormais un des signes du moralisme architectural contemporain prôné comme horizon politique indépassable ?

Architecture & politique, discutons-en...

Autrefois, hier et en ce moment, la dialectique entre Architecture et Politique se poursuit ; Il semble bien que nous soyons à un moment où ces relations posent des enjeux d'importance.

C'est pourquoi la Société française des architectes ouvre à ses lecteurs son bulletin n°52 pour engager le débat à ce sujet en le nourrissant de leurs expériences, de leurs réflexions, de leurs propositions et de leurs désirs polémiques

Jacques GUENARD
Architecte DPLG - Membre SFA

[1] Les plus jeunes auront-ils reconnu dans l'atéyé le lieu où la vie des étudiants des Beaux-Arts se déroulait, de travail et d'ivresse, entre le patron, le massier et le chef-porc ?

[2] Les encore jeunes doivent savoir qu'une génération avant eux se couvrit de peau de mouton brodée l'hiver et de blouse de soie cramoisie ou prune l'été.

ARCHITECTURE ET POLITIQUE

PERMIS D'ANGOISSER

par F.F. MULLER

Ce n'est rien du tout. Ca ne doit pas faire peur. Ce sont quelques cases à cocher et quelques surfaces à donner. Mais alors pourquoi cette goutte de sueur dans mon cou quand je tourne les pages du Cerfa ?

Comment cette question est arrivée là ? « *Détaillez les parties du projet qui n'affectent pas le sous-sol* ».

Comment en est-on arrivé à poser des questions négatives ? Pourquoi ne pas poser les vraies questions ? Quelle partie de mon projet impacte le sous-sol ? Quelle partie de mon projet va apporter une redevance à l'archéologie ?

Et puis les questions corolaires, les questions qui fâchent : Comment je valorise le pilotis ? Est-ce que la partie de sous-sol existante que je retape compte comme sous-sol impactant ?

Angoisse de la case mal cochée. Culpabilité. Et si je coche mal, est-ce que je fais prendre des risques à mon client ? Est-ce que je prends des risques ? Je n'en peux plus, j'appelle un instructeur de permis.

Allo, je suis architecte et je ne sais pas ce que je dois cocher, quelle surface je dois renseigner. Et pour la case « *Détaillez les parties du projet qui n'affectent pas le sous- sol* » ? Blanc sur la ligne.
Je vous conseille d'appeler le spécialiste fiscalité à la DDE. Je savais pas qu'il y a avait des spécialistes fiscalité….
Appelez-le, c'est une nouvelle case à remplir, je ne sais pas interpréter le texte. Interpréter le texte…
J'appelle le spécialiste à la DDE. Il est 16h03, je rappelle demain.

C'est demain je rappelle. Je suis architecte et je ne sais pas comment renseigner la case « *Détaillez les parties du projet qui n'affectent pas le sous-sol* ». Est-ce que je dois compter toute la surface du projet ? Si je surélève un bâtiment, peut-on considérer que j'affecte le sous-sol alors même que les fondations existaient déjà.
Et les aménagements extérieurs, j'ai des parkings, des noues paysagères, une infiltration d'eaux pluviales, des fondations pour des ruches communautaires… ça affecte aussi le sous-sol…est-ce que ça compte dans cette putain de case ?
Blanc sur la ligne.

J'ai la formation la semaine prochaine, vous êtes sur la 3e mouture du cerfa de permis de construire.
Les versions précédentes duraient assez longtemps pour qu'on ait le temps de les apprivoiser. Aujourd'hui, hop, à peine maîtrisée, aussitôt changée. Ulcère.

Je pense d'un coup à ce permis modificatif. Il a été déposé avec la version 2 du Cerfa. Le modificatif sera fait sur la version 3. Avant, pas de question sous-sol. Après, question sous-sol.
Apparition d'une problématique archéologique.
Certainement une taxe nouvelle, un peu de redevance à récupérer dans les taxes locales.

Pourquoi pas, j'aime les impôts, je comprends les impôts. Je comprends le principe de payer pour quelqu'un que je ne connais pas. C'est le principe de solidarité. Mais pourquoi ça doit devenir un cauchemar de formulaire ?

J'ai bien fait mes formations, j'ai tout noté sur les nouveaux droits et devoirs de l'architecte. Tout est déclaratif. Encore plus de responsabilités. C'est nous qui disons pour le client.

J'ai demandé à mon avocat, il a souri.
- Pourquoi tu souris ? - Vous êtes les moins bien protégés, vous êtes de ceux qui se protègent le moins. C'est un vrai plaisir de vous attaquer, vous prêtez le flanc, c'est délicieux.

Je m'inscris à une formation à l'Ordre des Architectes sur les « nouveaux permis ». La formation dure l'après-midi. Elle est assurée par…un avocat. Il commence par nous gronder comme si on était en maternelle.
Vous ne savez pas faire un permis ! Vos permis sont truffés d'erreurs, vous êtes trop facilement attaquables. Regardez la coupe PC3, vous vous lancez dans des coupes d'architecte, avec des dalles et des espaces dedans. C'est pas ce qu'on vous demande ! On vous demande l'impact du projet sur le terrain (encore !! c'est une obsession !) ! On vous demande un profil ! Si vous montrez les tripes de votre bâtiment, vous tendez le bâton pour vous faire battre.
Tout élément du permis qui ne sert pas strictement à renseigner sur son adéquation avec le règlement est une VANITE D'ARCHITECTE.
On n'est pas dans Paris Match ou dans Gala.
Je ressors de cette formation essoré. Il y avait une cin-

quantaine de confrères, on s'est tous regardé en coin en sortant de la salle. On rasait les murs.

Je ne sais toujours pas pour ma case « *Détaillez les parties du projet qui n'affectent pas le sous-sol* ».

J'appelle un ami (pas de 50-50 ou de joker). Il n'a jamais eu le cas, c'est la troisième version du formulaire.
Blanc sur la ligne.
D'une voix étranglée, il m'annonce qu'il vient de déposer un permis avec le formulaire version 2. Obsolète. Merde merde merde merde, le client va recevoir un courrier recommandé.
Votre demande est incomplète, vous avez utilisé un formulaire obsolète, veuillez renseigner la liasse fiscale à la case « *Détaillez les parties du projet qui n'affectent pas le sous-sol*».

J'ai déjà reçu ce genre de courrier. Monsieur, votre demande est incomplète. Il manque une cote sur le PC2. Rassurer le client.
Prendre rendez-vous urgent avec l'instructrice. J'arrive à son bureau, elle m'invite à m'assoir. Il ne reste qu'une quarantaine de centimètres entre son bureau et le mur. La chaise est très basse. Je dois me glisser entre le bureau et le mur, j'enjambe la chaise. Je gêne visiblement.
Là, monsieur, il manque cette cote. Mais non elle ne manque pas, elle est dans les arbres, regardez, elle est là… 10.58m. Pour une règle où on ne doit pas s'approcher à moins de 3m de la limite séparative, vous avouerez qu'il y a de la marge.
Silence réprobateur.
On ne plaisante pas avec ces choses-là. Retour bureau, modification PC2, réimpression, renvoi en RAR.

Deux semaines de perdues.

Mon avocat m'appelle, il a un permis à attaquer. Tu veux voir comment c'est facile ? Prends le dossier et fais-toi les dents dessus, on trouve toujours un os à ronger.
Je récupère la liasse. Dommage, le permis est trop vieux, mon confrère n'avait pas la case « *Détaillez les parties du projet qui n'affectent pas le sous-sol*». Limite une version 1 du Cerfa. Je me sens un peu sale, c'est un confrère que je décortique. Un moment de honte est vite passé. Le permis est très bon mais : la flèche du PC7 ne correspond pas au point de vue de la photo, une cote manque pour le terrain, un arbre est noté existant alors que c'est visiblement un arbre neuf, la notice parle de tuile brune et la PC6 montre une tuile rouge. Je n'ai rien trouvé d'autre.

C'est largement suffisant me dit mon avocat. Avec ça on peut menacer de retarder et monnayer notre retrait. C'est ça qui est beau.
Qu'est-ce que je fous là?
Qu'est-ce qu'il aurait fait Rudy ?
Il a la classe, je viens de le voir en conférence. Il a un problème avec l'impact de ses projets sur le sol Rudy ? Mais non, il ferait un courrier définitif comme pour l'abbaye de Montmajour.
Peut-être même qu'il écrirait un article bien senti dans le bulletin de la SFA, un article sur la politique et l'architecture.
Il dirait peut-être qu'on est arrivé au paradoxe ultime.
On est arrivé au point où l'application de bonnes intentions politiques a transformé l'exercice en cauchemar de papier.
On est arrivé au point où chaque décision d'architecture est vue à travers le prisme du DTU et du risque à ne pas l'appliquer strictement.
Tout ça pour le bien de tous.
L'enfer est pavé des meilleures intentions, le politique est chef de chantier, l'architecte pose les pavés.
Rudy, il aurait parlé de l'artisan, du maçon qu'il admire et il aurait raison.
Il aurait écrit un article magnifique sur la façon dont ses projets affectent les sous-sols.

Moi je peux pas, j'ai un formulaire à remplir.

F.F. MULLER
Architecte DPLG
Enseignant à l'ENSA de Strasbourg

MAIS DITES-LE NOUS CARREMENT !

par Pablo KATZ

Il a fallu des siècles de perfectionnement des relations contractuelles entre les Maîtres d'ouvrage et les maîtres d'œuvre pour aboutir à un cadre juridique performant qui réponde aux multiples enjeux posés par le « projet » dans une société organisée, développée et démocratique.

Puis, au nom des idées libérales, il aura seulement fallu de quelques années pour tout déconstruire.

A cette heure précise le cadre juridique qui régit l'exercice professionnel des architectes est brutalement attaqué :

La transposition en droit français de la **directive européenne relative aux marchés publics**, sous prétexte de **simplification** des procédures et de **limitation des contraintes**, remet en question le recours obligatoire aux concours d'architecture en général et à ceux rémunérés en particulier. Visiblement, depuis Bercy, on ne voit pas l'allègement des contraintes et la simplification de procédures avec la même focale que depuis les ateliers des architectes. Cela ressemble fort, en revanche, au point de vue des majors du BTP et autres lobbyistes. Choix politique, qui ne va pas, de toute évidence, dans le sens de l'intérêt général !

La loi concernant la **Nouvelle Organisation Territoriale de la République** (NOTRe) incite les collectivités territoriales à se doter de services d'ingénierie publique. Le projet d'ordonnance fait l'inventaire des situations dans lesquelles les collectivités territoriales peuvent déroger à la commande publique. Au nom de l'**amélioration de la compétitivité** les professionnels indépendants seront dorénavant mis en concurrence avec des fonctionnaires et des salariés du public, des étudiants, des stagiaires,… Cela permettra probablement d'abonder les budgets, bien amputés, des collectivités territoriales, des écoles, des universités,… Ce choix politique organise le dumping entre le privé et le public, comme s'il en était encore besoin !

La **Loi sur la transition énergétique**, elle aussi, prend des dispositions invitant les collectivités territoriales à créer des plateformes publiques. Comprenne qui pourra : on démantèle depuis des années la maîtrise d'ouvrage publique (et on rémunère des AMO privés), puis, dans le même mouvement, on encourage la création d'une maitrise d'œuvre publique. Choix politique ? Merci de nous donner les clefs pour qu'il soit moins cryptique.

La **Loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** (loi Macron) envisage la suppression de la clause exigeant la détention de la majorité du capital social des sociétés d'architecture par des architectes, sous prétexte d'abolir les «privilèges» des professions réglementées. En ouvrant ainsi le capital à des non-architectes la loi permettra aux promoteurs, entrepreneurs, grande distribution, marchands,…de disposer d'une officine d'architecture intégrée. C'est vite oublier, voire méconnaître, que la loi n'a pas règlementé la profession d'architecte pour protéger les architectes eux-mêmes, mais bien pour protéger la société contre les abus. La Loi a imposé aux architectes des devoirs, comme l'inscription au tableau tenu par un conseil ordinal garantissant leurs compétences, la soumission à un code de déontologie attestant de leur probité et l'obligation d'être garantis par une assurance professionnelle. Ce statut de profession règlementée a surtout imposé aux architectes d'énormes responsabilités. Dissoudre l'éthique professionnelle des architectes au sein de sociétés commerciales ce n'est pas s'attaquer à des quelconque privilèges dont jouiraient les architectes, c'est nier la valeur culturelle de la production urbaine et architecturale et les assimiler définitivement à des marchandises. Choix politique qui ne va pas, de toute évidence, dans le sens de l'intérêt général, dont l'architecte est un garant, ainsi que le disait la loi !

L'état s'était accordé à lui-même des privilèges pour déroger à la loi MOP (prisons, palais de justice, hôpitaux,…puis logements sociaux). En refusant de donner l'exemple il a ouvert une brèche dans laquelle les collectivités se sont engouffrées.

La loi MOP prévoyait une maîtrise d'œuvre indépendante des entreprises. Tout autre mode d'attribution était considéré dérogatoire. Vilipendée, attaquée par les groupes de pression des entreprises cette indépendance est mise à mal, les procédures dérogatoires devenant progressivement la norme.

La possibilité de passation de marchés en conception/réalisation pour des opérations de construction de logements sociaux, précédemment tolérée au titre de l'expérimentation, pour des périodes de durée limitée, a été progressivement prolongée. Aujourd'hui, cette dérogation est devenue définitive, sans qu'on en connaisse toutefois les conclusions de l'expérimentation.

Alors que le logement social a représenté depuis plusieurs décennies la locomotive du logement en France, 2/3 des logements sociaux sont réalisés actuellement en VEFA, par des promoteurs privés pour le compte des bailleurs sociaux. Sur le tiers restant une part croissante est réalisée en conception/réalisation.

L'article 28 – Les marchés globaux – du projet d'ordonnance concernant les marchés publics, prévoit par ailleurs d'accorder au maître d'ouvrage la possibilité de confier une mission globale (conception/réalisation) « lorsque le projet présente une complexité technique » (!), formule de portée tellement large qu'aucune opération ne sera dorénavant exclue. Il précise : « Lorsque des objectifs de performance mesurables sont assignés au titulaire, notamment en termes de qualité de service, d'efficacité énergétique ou d'incidence écologique, en lien avec l'objet du contrat ». Ainsi, tout projet devient éligible à une passation de marché en conception/réalisation, vidant la loi MOP de sa caractéristique majeure, à savoir la sépa-

ration entre maitrise d'œuvre et entreprise. Choix politique, allégeance, collusion, … ?

Les collectivités publiques se gargarisent de promesses de renforcement des processus démocratiques : concertation, participation, transparence, lutte contre les conflits d'intérêts,…Mais les actes contredisent les discours et nous pouvons craindre le retour des « affaires ».

L'indépendance de la maîtrise d'œuvre (MOe) dans le cadre des missions définies par la loi MOP permet un processus itératif avec des validations successives, une progressivité des études, un dialogue permanent avec le maître d'ouvrage (MO), des étapes d'échange avec les futurs utilisateurs, riverains et in fine l'émergence d'un projet partagé.

Le développement des projets en conception/réalisation aboutit, au terme d'un processus qui exclut le dialogue et les échanges entre MO et MOe, l'itération et la progressivité, à un ensemble prix/projet où l'un et l'autre sont arrêtés, figés.

Si les MO peuvent se prévaloir d'avoir, dans ce cas, un prix ferme, d'une part il ne correspond pas forcement au « produit » qu'ils souhaitent, d'autre part ils ne savent pas non plus ce qu'ils auront pour ce prix, ni s'il correspond au juste prix de ce qu'ils achètent. Le projet et le prix étant figés, si le maître d'ouvrage souhaite des modifications il s'expose à une dérive du prix. S'il ne modifie pas le projet, il n'aura pas le projet qu'il souhaite, puisqu'il n'aura pas participé à son élaboration. Au sens strict, le marché de conception/réalisation est un marché de travaux. La qualité architecturale devient un élément accessoire dans une négociation globale entre une maîtrise d'ouvrage achetant au rabais et un entrepreneur qui vendra au plus juste pour remporter le marché,… avant de chercher à reconstituer sa marge, au détriment de la qualité de l'ouvrage.

Quelle orientation politique sous-tend de telles régressions ? Moins de normes, moins de contraintes, nous dit-on rechercher.
Au contraire, depuis une décennie, nous assistons à une surenchère de normes et règlements, souvent absconses, transigées par des technocrates – juristes et économistes – aussi profanes en matière d'architecture que réceptifs aux arguments des lobbies. Règlementations thermiques, accessibilité, DTU, certifications multiples, labels, sécurité, santé, la liste est longue et ne cesse de s'allonger, au gré des fantaisies du législateur, souvent au dépit du bon sens et sans craindre l'incohérence entre les différents textes.

Mais non, dans un soudain sursaut, une prise inattendue de conscience, ce n'est pas aux normes stupides qu'on décide de s'attaquer. Elles, elles restent. Au nom de la simplification c'est au rôle de l'architecte dans la société que l'on s'attaque. Et en conséquence à la société elle-même. Fi de l'intérêt public de l'architecture, de sa valeur culturelle et sociétale.

Définitivement devenue une marchandise, on réservera toutefois une place pour les projets high-cost : Fondation Louis Vuitton, Philharmonie, Tour Triangle, Musée des Confluences,... Le reste, aux mains des entreprises, sera assurément low-cost.

Architecture et politique, le débat est tranché ?

Dites-nous, Mesdames et Messieurs les politiques, devons-nous, les architectes, continuer à nous battre envers et contre tout pour la défense de l'intérêt général ?

Ou bien devons-nous ouvrir le capital de nos structures à des investisseurs à qui nous apporterons notre énorme capacité à créer de la plus-value, fermer les yeux face aux conflits d'intérêt, ignorer les abus dans l'administration des deniers publics et privés, être juges et parties, oublier notre serment et notre engagement et chercher, si non à nous enrichir, au moins à vivre de notre travail ?

Mais dites-le nous carrément !

Pablo KATZ
Architecte DPLG
Ancien Président - Vice-président SFA

OÙ EST PASSÉ LE POLITIQUE ?

par Laurent SALOMON

« *Les temples grecs, les basiliques romaines, les cathédrales du Moyen Age n'ont de sens qu'en tant que création de toute une époque, et non en tant qu'œuvres d'un architecte particulier. Qui a jamais demandé le nom de leurs constructeurs ? Qu'est-ce que cela nous apprendrait de connaître la personnalité de leurs créateurs ? De telles constructions sont par nature impersonnelles. Elles sont de pures expressions de leur temps.* **Leur véritable signification réside dans le fait qu'elles sont les symboles de leur époque** »

Mies Van Der Rohe - *in Baukunst und Zeiwille. Extrait de Der Querschnitt n°4* – 1924)

A l'avènement de la modernité et dans les mouvements de transformations sociales qui marquèrent le passage du XIXème au XXème siècle l'art des architectes « de progrès » s'est consacré à la transformation concrète de la société. Ces hommes, ont réussi finalement, laborieusement, à séparer Architecture et Académisme, ce dernier considérant qu'un art doit – par nature ou par principe – pactiser avec le pouvoir et accepter implicitement d'en être l'instrument. C'est sans doute là, pour certains architectes – une part seulement – la fracture initiale : cette rupture de la connivence avec le pouvoir, . Cette rupture avait un nom : liberté. Cela a-t-il été possible du seul fait des architectes ? Non. Pour ce faire, il était nécessaire que l'Architecture ait un rôle à jouer dans un projet politique, même alors minoritaire, et qu'elle puisse y être cet instrument de concrétisation des transformations sociales promues par ledit projet, tourné vers des jours meilleurs. Sans Tony Garnier, sans Karl Ehn, sans Henri Sellier, sans ces pionniers d'une architecture politique, nous en serions sans doute encore à voir fleurir aux chapiteaux de nos constructions des ersatz de feuilles d'acanthe, probablement réalisées dans un magnifique béton moulé par MSA.

Mais décidément, même si le monde a bien changé depuis, la lucidité miesienne est toujours d'actualité : l'Architecture ne fait que refléter les tropismes de son temps et l'époque n'est pas aux transformations sociales visant des jours meilleurs. Aujourd'hui, la lutte pour le pouvoir n'est plus nourrie de pensée politique. Les débats y seraient ridicules s'ils n'étaient pas désespérants. L'écrasante domination de l'économique sur le politique, le premier ridiculisant quotidiennement le second, ne fait plus de l'architecture qu'un des nombreux produits du marché. L'irruption du low-cost architectural réduit la conception des édifices à des problèmes d'enveloppe, la conception des villes à des problèmes de plantations, de transports en commun … et de spéculation foncière. Débarqué du politique, l'architecte se torture les neurones pour trouver un intérêt disciplinaire à l'architecture « paramétrique », et se rabat sur l'instrumental pour oublier – ou cacher – sa propre éviction du social. Pire : il s'y intéresse parce qu'il y croit. C'est terrible … mais ça en arrange beaucoup. Pour couronner tout cela, la seule résistance théorique au marché qui pourrait se constituer, l'attention sérieuse portée au « développement durable », est captée par anticipation par ce même marché, réduisant à un business grotesque cette ambition planétaire, au nez et à la barbe de ses plus virulents défenseurs qui n'y voient que du feu – ou peut-être pire, feignent de n'y voir que cela.

Débattre des rapports entre la politique et l'architecture nécessite que les deux protagonistes soient vivants. La question première est de savoir comment le politique peut subsister, et sous quelle forme, dans un contexte qui a fait disparaitre son sens étymologique de « gestion de la cité ». Privée d'un engagement politique possible, l'architecture en revient quasi mécaniquement à sa situation prémoderne de faire-valoir d'un pouvoir (ici principalement économique). En cela, elle perd sa vocation moderne « d'invention d'un futur » pour ne se dédier qu'à travestir un présent réel – et assez sordide – en un présent mythique : celui d'un temple planétaire de la consommation. Alors entrent en scène ces expressions narcissiques, hystériques, pourvoyeuses de ces images qui prolifèrent aujourd'hui et qui sont avant tout destinées à travestir le mercantilisme en art. Grâce à la reconstitution de ce lien privilégié entre le pouvoir – surtout financier – et une architecture de représentation, se reconstruit un Académisme puissant sous le vocable ambigu et flatteur de « contemporain ». Nous en sommes là.

La question qui se pose à l'architecture n'est donc pas véritablement celle de ses rapports avec le politique, mais plutôt celle de la durée de cet intermède où le politique, écrasé par l'économie – qui ne devrait être que son ministre – laisse les citoyens en dehors d'un projet qui s'attache surtout à déterminer les moyens les plus efficaces d'assujettir le social à la dictature des marchés.

Bien sûr, il existe encore quelques voix politiques pour s'intéresser à l'architecture. Allez, dans cette France du début du XXIème siècle : deux députés sur 577 et deux sénateurs sur 348. Les conclusions et les propositions du rapport Bloche, travail plus que méritant, seule manifestation claire de la persistance d'un intérêt public pour notre art, restent très favorables à une vision culturelle de l'architecture. Mais ces propositions sont d'autant plus fragiles qu'elles s'affirment à l'encontre de tous les tropismes économiques actuels et de toutes ces tentations marchandes qui happent aujourd'hui un grand nombre d'élus. Pour pouvoir assumer d'y adhérer, ces derniers invoquent le plus souvent le pragmatisme et l'efficacité, alors qu'il s'agit avant tout de constituer les marges financières des banques au détriment de celles des entreprises (procédures de PPP), de laminer les PME pourvoyeuses d'emploi au bénéfice des grands groupes (procédures de Conception-Construction), de constituer des pôles d'architectes « entrepreneurs » – voués à l'international !! – au détriment des auteurs (PPP ou Conception-Construction). Mieux : toutes les nouveaux dispositifs en cours de mise au point visent à inventer des procédures qui évitent de faire de l'architecture un enjeu de la transformation du monde concret : mise en concurrence des concepteurs sur « devis », suppression des mises en concur-

rence sur projet grâce à des possibilités de commandes directes données à des organismes parapublics disposant de nouveaux droits pour investir l'argent public, etc. Ces nouvelles approchent viennent s'ajouter à la perversion des procédures antérieures, venue progressivement au fil du temps à l'encontre de l'esprit de la loi qui les avait instituées : exigence de niveau de chiffre d'affaire pour pouvoir présenter des candidatures administrativement valables (vive les hippopotames !), exigence de références récentes pour des opérations équivalentes pour ces mêmes candidatures (vive les spécialistes !), maintien d'un anonymat de façade, tant il est vrai qu'il est plus aisé d'écarter d'excellents projets au bénéfice de « médiocrités pré-négociées » sans avoir à regarder dans les yeux les sacrifiés sur l'autel du « réalisme » (on ose même appeler ça comme cela).

Servirait-il encore à quelque chose, dans ce contexte, d'en appeler aux vertus républicaines ? Qui va encore s'aventurer à poser la question d'une « politique architecturale » ? Qui va encore douter qu'in fine, celle-ci, dans l'esprit de nos dirigeants, concerne essentiellement les réformes nécessaires à conduire progressivement ce monde étrange des architectes et de l'architecture vers un assujettissement maximum au marché, que celui-ci doive s'appliquer aux œuvres ou à leurs auteurs ?

Alors quoi ? Encore décrypter pour pouvoir démonter ce qui est en jeu, toujours l'expliquer et le dénoncer quand c'est nécessaire.

Bref, juste **résister !**

Laurent SALOMON
Architecte
Président d'honneur de la Société Française des Architectes
Ancien Architecte Conseil de l'Etat
Professeur de TPCAU à l'ENSA de Normandie

LE TRAVAIL ET LE POUVOIR

par Jean-Claude LAISNE

L'Architecture est une culture, que nous souhaitons partager avec le politique.
L'Architecture est une vision, pour progresser avec le politique.
L'Architecture est un travail, le politique doit protéger le monde du travail.

L'Architecture participe dans l'acte de construire au développement du travail, que l'on soit un atelier des bâtisseurs ou bien un atelier d'urbanisme nous sommes des acteurs du monde du travail. Le travail fédère, il protège, il intègre, il est aujourd'hui en grand danger. Au Bourget, le futur Président disait : L'ennemi n'a pas de visage. Au contraire, l'ennemi à un visage, il a un nom, ceux qui ont détruit le monde du travail.

C'est la reconnaissance du travail, ce labeur, constant et difficile qu'il faut mener quotidiennement pour porter à bien nos œuvres. Aujourd'hui le monde du travail disparaît, car ce monde là, celui d'un corps social puissant qui a construit nos sociétés, nos acquits, nos garanties est en voie d'extinction. Alors nous pourrions dire :

Moi travailleur
Je ne serais pas méprisé
Moi travailleur
Je ne vivrais pas clandestinement
Moi travailleur
Je serais intégré en France
Moi travailleur
Mes enfants n'auront pas faim et seront éduqués
Moi travailleur
J'aurais une rémunération
Moi travailleur
J'aurais un logement
Moi travailleur
Je paierais mon loyer
Moi travailleur
Je subviendrais aux besoins de ma famille et mes proches
Moi travailleur
Je m'acquitterais de mes taxes et impôts

Les femmes et hommes politiques ont oublié le monde du travail. Leur combat pour accéder au pouvoir est légitime, mais la raison de cette lutte sans merci, doit être de contribuer au développement du monde du travail.

Alors après les trente glorieuses ou le travail était la règle et nous sommes entrés dans les trente honteuses, car le monde du travail a été massacré, humilié, exporté, déporté, En Chine au Pakistan en Ethiopie partout où l'homme de labeur coûte peu, est devenu un lieu de production délocalisé. Le travail est délocalisable.
Il nous reste le service à haute valeur ajoutée : le bénéfice de la honte.

J'accuse

Architecte, nous sommes des visionnaires cultivés, mais nous sommes des acteurs, des maîtres d'œuvre et nous voyons, nous partageons avec le monde du travail

la construction de bâtiments. Nous voyons la dégradation des conditions de travail, la baisse des revenus, la précarisation des hébergements des compagnons de chantier, la faillite des entreprises, la désespérance des patrons, les chaînes de la sous-traitance. Nous voyons les travailleurs dormir dans leur voiture, vivre à dix dans des pièces sans ventilation, vivre dans des logements clandestins en banlieue. Ces travailleurs qui bâtissent la France, et qui n'ont pas le droit aux logements sociaux alors qu'ils les construisent ? Aujourd'hui les travailleurs se cachent, se taisent, se terrent, honte d'être un travailleur.

Le monde du travail est en instance de disparition. Je ne me résigne pas, à ce que notre métier, notre travail soit réduit à la conception de produits à but commercial.

Prenons l'exemple de la construction de logements. Un logement pour un architecte, c'est le lieu de vie fondamental, originel, la quintessence de toutes nos pensées, réflexions et nos espoirs. Ils sont devenus des produits de consommation à but de défiscalisation.

Alors que, comme architectes, nous savons qu'un logement doit avoir une surface de 100 m2 habitable afin qu'il soit :

Un logement social HQE DURABLE & ENVIRONNEMENTAL

Car il peut être conçu pour accueillir tout à la fois
Un studio ou un atelier
Recevoir un « 5 pièces » pour une famille
Être transformé en une colocation pour jeunes ou retraités.
Devenir foyer pour handicapés ou personnes économiquement fragiles
Il peut être le lieu des possibles enfin
Il coûte 1000€/mois

Architectes nous savons que notre métier est de concevoir et de construire avec les entreprises pour la société de demain. Il nous faut rappeler le politique à sa mission et à ses responsabilités. Lui dire que le changement c'est le travail, c'est la santé de notre économie.

Nous, Architectes, savons comment relancer l'activité du monde de la construction qui représente 1/10 de l'économie Française.

Le pouvoir, doit entendre le savoir et agir.

Jean-Claude LAISNE

Architecte

Vice- président de la Société Française des Architectes

L'ARCHITECTURE, JOUET CASSÉ DES POLITIQUES

par Remi FOURRIER

Deux projets récents de la municipalité parisienne illustrent bien la difficulté d'associer architecture et politique : le débat autour de la tour Triangle d'une part, l'appel à projets Réinventer Paris d'autre part.
L'un comme l'autre, ces projets sont symptomatiques de la perte de pouvoir du politique, au profit d'une maîtrise d'ouvrage privée qui seule semble détenir les leviers financiers de l'aménagement du territoire.
Au lieu de reconnaître cette perte progressive d'influence, et peut-être tenter d'y remédier, la municipalité feint de rester le grand organisateur de la politique de la ville : ici avec une tour de bureaux lestée de quelques équipements publics, là avec une consultation qui se veut planétaire mais concerne avant tout la vie quotidienne des 1,3 million d'électeurs parisiens.

Le Triangle, qui s'apparente plus à une pyramide compressée qu'à une tour, enrichirait certainement, s'il était construit, le patrimoine parisien. N'en déplaisent à ses détracteurs, sa localisation entre deux halles d'exposition, le périphérique, et un tronçon de rue sans intérêt aucun, explique, à défaut de justifier, l'ambition architecturale du projet. C'est aussi le défaut majeur du Triangle : pourquoi construire intra-muros, alors que le Grand Paris peine à exister, sinon pour offrir de nouveaux terrains de jeux à une promotion immobilière qui n'en attendait pas tant.

Réinventer Paris, sous-titré Appels à projets innovants, met en scène de façon originale la politique urbaine de la nouvelle mandature. Accessibles dans la Data Room, version dématérialisée de la salle Drouot, 23 dossiers attendent de se vendre au mieux disant, dans le respect du plafond parisien. Situés pour leur majorité en bordure du périphérique, l'avenir de chaque terrain appartiendra au mandataire d'une équipe pluridisciplinaire. Ce mandataire bien nommé devra « s'engager à ce que des missions complètes de maîtrise d'œuvre soient confiées aux concepteurs », comme le précise le règlement de la consultation. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il faut de la naïveté ou du cynisme pour croire au succès du projet Réinventer Paris. Et si une équipe pluridisciplinaire, avec beaucoup de philanthropie et d'à propos, réussissait malgré tout à promouvoir un projet de qualité, il faudrait encore lever l'hypothèque de la démocratie participative. Car c'est là le paradoxe du pouvoir politique : plus il s'affaiblit faute de moyens financiers pour construire la ville, plus il demande l'avis des citoyens. Et dans une société où plus personne ne veut ou ne peut payer d'impôts, où le mandat électif des élus est contesté en permanence, la démocratie se résume à une culture de l'obstruction.

La campagne nationale de sensibilisation à l'architecture, menée en 2002 par l'Ordre des Architectes, reste sans doute à ce jour la meilleure campagne, car la plus juste dans l'expression et l'illustration du rôle de l'architecte. Six affiches, six programmes différents et à chaque fois

une même idée.

Un immeuble de bureaux : *ici la première personne qui est venue travailler, c'est un architecte.*
Une école : *ici la première personne qui a pensé à vos enfants, c'est un architecte.*
Une gare : *ici la première personne qui vous a transporté, c'est un architecte.*
Un hôpital : *ici la première personne qui a pris soin de vous, c'est un architecte.*
Un logement : *ici la première personne qui a pensé à votre famille, c'est un architecte.*
Un stade : *ici la première personne qui a réalisé un exploit, c'est un architecte.*

Loin du slogan répété jusqu'à l'épuisement et vidé de son sens « l'architecture est d'intérêt public », ces 6 affiches, qui n'ont rien perdu de leur actualité, témoignent à la fois de la diversité du métier, de son ambition, et du rôle prééminent de l'architecte au départ de tout projet. Si la décision de construire revient au politique, la manière d'y arriver est de la responsabilité de l'architecte.

Chacun son rôle, ni plus ni moins.

Remi FOURRIER
Architecte
Membre du bureau de la Société Française des Architectes

RELATIONS TROUBLES

par Antonio LAZO

« L'architecture est l'art le plus contaminé par la politique, par l'économie…par le public aussi. »
(Michel Guérin dans le journal Le Monde, au sujet de la Tour Triangle).

Mais comment cela pourrait en être autrement, si l'origine même de la cité est à la fois la naissance du politique? Faut-il rappeler que l'homme en abandonnant une part de sa liberté naturelle pour le bénéfice d'une vie en collectivité, scelle un acte fondamentalement politique ?
L'ambigüité qui caractérise la relation entre le politique et l'architecture, réside dans l'instrumentalisation qui en fait l'un de la connivence de l'autre.
De tout temps l'architecture s'est vue instrumentalisée par le politique, de tout temps l'architecture a fait preuve de connivence avec le pouvoir, depuis l'empire romain aux régimes totalitaires contemporains. Cela ne minimise ni le génie, ni la pertinence, ni le raffinement dont témoigne le patrimoine architectural qui nous entoure.
Mais il y a des périodes historiques où le politique a besoin de l'architecte, non pas dans un cadre militaire ou afin d'affirmer l'image d'un pouvoir, mais pour assoir une réflexion susceptible d'apporter réponse à des enjeux majeurs. Il y a des conjonctures singulières où le devenir de nos sociétés est débattu, et où politique et architecture se rencontrent.
Ce fut le cas durant les grands bouleversements de notre histoire récente et notamment durant la période qui suivit la révolution industrielle, ou celle de la reconstruction après la deuxième Guerre Mondiale.

Au XIXe siècle quand l'industrialisation des activités économiques explose massivement, la ville industrielle devient alors un lieu d'enrichissement et de profit. L'exode rural accélère la démographie urbaine et l'étalement des villes. Un temps de progrès technique et de bouleversement social, où l'efficacité, le rendement et la rationalisation de modes de production dominent la pensée politique et influencent fortement la pensée architecturale et urbanistique. Politique et architecture détiennent là une pensée convergente quant à une certaine idée de modernité. Elle se verra accentuée par la suite, inspirant les architectes et urbanistes dans leurs efforts pour reconstruire les villes européennes après la seconde Guerre Mondiale.
Car à l'issue de celle-ci, l'Europe est dévastée sur le plan humain et matériel. Nous sortons (à la différence des conflits précédents) d'une guerre totale, la victoire par tous les moyens, ce qui place les espaces urbains et les infrastructures au cœur des objectifs stratégiques. Partout il faut reconstruire usines et logements, rétablir les communications et faire redémarrer la production.
En France, le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) voit le jour, il a pour mission de concevoir et de concrétiser les politiques définies par le pouvoir central. Et il y a urgence. Il s'agit non seulement de reconstruire nos villes mais aussi de repenser notre société. Avec le politique, architectes, urbanistes, sociologues, prennent part à une réflexion commune et stimulée par une idée à nouveau convergente : celle d'un monde nouveau.
Le débat idéologique initié avant le conflit perdure, enraciné dans les secousses d'inexorable passage de la communauté locale à la société urbaine. Il oppose d'un coté, un ruralisme régionaliste qui néglige la lecture sociologique et les contours d'une société plus complexe. De l'autre, la volonté de persévérer dans l'aménagement rationnel des villes. Cette dernière illustre la préoccupation du mouvement moderne dans les années 30, relayée par les CIAM et actée par la Charte d'Athènes. L'idée d'une ville fonctionnaliste trouve écho au sein du politique dans le contexte de la reconstruction.

Rarement politique et architecture n'ont été aussi complices que lors de la période d'après-guerre, pour le meilleur comme pour le pire. Loin de nos frontières Brasilia

en est l'incarnation. En France, les grands ensembles et plus tard les villes nouvelles témoignent d'une pensée dénaturée, aboutissant aux conséquences sociales que l'on sait.
Cette complicité se délite au fur et à mesure que se consolide un modèle économique fondamentalement basé sur la croissance, dopé par un baby-boom de grande ampleur et de longue durée.
La croissance économique transforme la vie des populations. Elle a un impact important sur le niveau de vie (à distinguer de la qualité de vie). L'enrichissement général étant perçu comme un phénomène pouvant faire reculer la pauvreté, la croissance devient alors le credo des économies contemporaines, homogénéisant ainsi les orientations politiques des pays qui en sont le cadre.
Nous vivons les trente glorieuses, la pleine croissance non seulement affermit et conforte le pouvoir politique, elle donne aussi naissance à ceux qui deviendront plus tard les grands groupes du BTP. L'idée d'un monde nouveau s'éloigne pour laisser place à la toute-puissance du politique et à une lecture plus économique que sociale des enjeux.
Les architectes et urbanistes tentent encore et depuis de jouer un rôle influant, moins dans l'inventaire des besoins que dans une réflexion de fond : l'amélioration du niveau de vie des sociétés doit s'accompagner de l'amélioration de la qualité de la vie des populations.

De nos jours, le modèle économique qui régît le monde depuis la fin de la guerre, subit un phénomène d'accélération supplémentaire : la mondialisation ou globalisation. Facilité par le progrès technologique, la fluidité et la rapidité des échanges, la globalisation décloisonne le monde non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine culturel et sociologique. La globalisation marque la fin d'une époque, une rupture. Les états nations et gouvernements semblent perdre toute capacité d'influence sur les évolutions économiques nationales. La conjoncture n'est plus locale mais mondiale.
Par conséquent c'est dans ce contexte de mutation inédite, de systèmes économiques et politiques déréglés, d'explosion démographique des pays pauvres et de fort ralentissement démographique des pays riches, que la réflexion - politique et architecture - doit désormais s'inscrire.
Car le pouvoir financier prend l'ascendant sur la décision politique, et ce dans la plupart des aspects qui se réfèrent à l'organisation d'une société. Les besoins se voient redéfinis et leur évaluation s'appuie désormais sur une notion de rentabilité plutôt que sur une amélioration du cadre de vie, négligeant trop souvent une dimension sociale.
Nous sommes loin des conditions réunies dans la période d'industrialisation du XIX siècle où de celle de la reconstruction d'après guerre, appelant à un débat de fond et à une réflexion commune.
L'architecture redevient un instrument, mais cette fois-ci non pas d'un politique tout puissant, mais affaibli par la globalisation des enjeux financiers. Avec le retrait du pouvoir politique, nous assistons aussi à l'affaiblissement du rôle de l'architecture dans notre société. La parole de l'un comme de l'autre se voit réduite à une gesticulation désordonnée. Dans ces conditions, il semble illusoire de penser que la pratique architecturale pourrait disposer d'une autonomie suffisante et d'une marge d'action influente en ce qui concerne la dimension sociale du devenir de nos villes et de nos quartiers.
Pour le moment le débat indispensable quant au rôle de l'architecture dans une société, souhaitons-la plus juste, laisse place désormais à la pauvreté d'un débat stylistique et avec lui à l'inadéquation entre ce qui est l'architecture actuelle et les besoins qu'elle doit satisfaire.
Qu'il s'agisse d'une tour triangle, rectangle, ronde ou carrée, de l'empire du luxe au secours de la culture, ou encore de 23 sites pour réinventer une ville, les œuvres architecturales promues et médiatisées se déclinent dans des revues spécialisées qui deviennent des catalogues dénoués de sens. Ces mêmes revues nous montrent des projets de toutes sortes depuis la maison individuelle à la ville entière. Tout le monde semble avoir une idée de la ville idéale, mais pour le moment nos villes sont là, livrées aux turbulences de notre époque et aux pressions multiples et contradictoires auxquelles se voit confrontée notre discipline.

En 2014, le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie est l'héritier du lointain MRU. Cette appellation est un positionnement résolument politique qui s'inscrit dans une pensée dominante : la révolution énergétique.
Par ce biais, le Pouvoir peut espérer reprendre la main sur le plan local (et non global). Si tel est le cas, l'architecture peut et doit reprendre à son tour une place au centre du débat. Pour cela, il est indispensable qu'architectes et urbanistes se saisissent rapidement de la dimension environnementale dont s'habille désormais toute réflexion d'avenir, et de ce fait, toute orientation politique.
Car s'il est vrai que le mouvement moderne s'appuya avec audace sur la révolution industrielle et les progrès techniques de l'époque pour construire autrement et transformer nos modes de vie, s'il est vrai aussi que la période de reconstruction après la guerre donna naissance à un débat aussi idéologique que théorique mais salutaire, il n'est pas moins juste de penser que le consensus autour de l'importance des questions environnementales, viendra à son tour modifier notre manière de construire, de penser l'espace de demain, de revisiter nos villes.

Antonio LAZO
Architecte
Vice-président de la Société Française des Architectes

ARCHITECTURE ET POLITIQUE

par Benjamin CIMERMAN

Ces mots tournent dans ma bouche. Se repoussent, s'attirent. Sensation désagréable. Banalité et abîme. Evidence et outrage. Deux mots pour faire écho à un bon siècle d'utopies, de compromis puis de vide sidéral. Que faut-il en dire de plus ? L'architecture comme discipline résiste étonnement au nihilisme des temps présents, reconvertie à l'hédonisme façon XXI^{e} siècle et boostée par la bonne aubaine du développement durable. Quel miracle de constater le pouvoir que détient encore l'architecture comme représentation… Ce n'était pas une évidence, à l'heure du cyberespace, que la matière put compter encore. Certes l'architecture souffre et menace à chaque projet de se perdre un peu plus. Architectures de façade, gesticulatoires et technophiles, coquilles vides au service d'élus ambitieux mais démunis… Zéro énergie, zéro rejet, à énergie positive, architecture drapée d'une nouvelle vertu, excessive mais raisonnable.

Absence de vision : ce constat politique est aussi celui de l'architecture, par un effet bien naturel de vases communicants. Mais politique et société se réinventent, irrésistiblement et par le bas, la citoyenneté, la générosité. La lumière serait-elle là, dans la réinvention de la chose politique, colonne vertébrale d'une société doucement repensée ?
L'architecture n'aurait qu'à suivre… et à participer.

***

Associer à nouveau ces deux mots est urgent. L'architecture apolitique qui caractérise la production actuelle n'est dans les faits qu'acceptation du mode de pensée dominant et du discours ambiant, souvent schizophrène - et cela sans aucune gêne. Associer à nouveau ces mots c'est vouloir redonner à l'architecture sa place dans la société et retrouver du sens. Immense tâche pour les architectes. Mais pas seulement pour eux : les commanditaires, programmistes, urbanistes ou encore les ingénieurs ont leur rôle à jouer et leurs responsabilités à prendre. Pour commencer c'est le programme, pierre angulaire du système, qu'il faut remettre en question : il est devenu beaucoup trop contraignant, accumulation d'exigences diverses à respecter scrupuleusement. Il doit redevenir « brief », à l'anglo-saxonne… et bref. Il doit reposer la question même de l'acte de construire et donner aux architectes et ingénieurs une grande liberté dans les solutions proposées. Il s'agit ni plus ni moins de remettre en cause le verrouillage technocratique qui accable le monde de la construction. Réinvestir le champ de la politique dans la pratique de l'architecture revient à décliner dans le domaine professionnel le questionnement citoyen que nombreux d'entre nous articulons devant un monde devenu fou.

Benjamin CIMERMAN
Ingénieur
Directeur d'Éléments Ingéniérie

LA VISION ET LE POUVOIR

par Jean-Claude LAISNE

Quel politique aurait à la fois une stratégie et une vision ? Celle de conquérir le pouvoir et de nous conduire vers une architecture ? Certes nous en connaissons, nous en avons connu des femmes et des hommes politiques fin stratèges et visionnaires.
Formés aujourd'hui dans les écoles de stratégies, ils sont peut être des penseurs de la chose politique. C'est « l'ouverture », évidemment, comme au jeu d'échecs, qui depuis l'école jusqu'au sommet de l'état est conçue comme le déterminant de la stratégie gagnante. L'ouverture à la Française, à l'Italienne ou pourquoi pas un peu, à la Hongroise : sur les quatre heures que dure la partie d'échec, trois heures sont consacrées à l'ouverture. Comment se placer, se positionner, occuper le centre, réaliser un centre parfait et immobiliser l'adversaire, le contraindre à briser sa défense, se protéger grâce au roc & roll venu des USA « le roc qui protège le roi quand il n'est pas attaqué », un OTAN emporte le vent.

Si l'arme de destruction massive que constitue la mise en place de l'ouverture qui permet ensuite l'échange de pièces une à une, cette OMC, nous conduit à ne conserver qu'un ultime pion. Une finale de pion, qui préalablement aurait spoliée les noirs de toute leur richesse, jusqu'au mat, ou le roi, noir, nu se meurt. Aujourd'hui nous sommes sept milliards de rois nus et décapités, grâce à « l'ouverture mondiale ».
Mais où est la vision du jeu d'échec, si ce n'est l'échec, où est la vision de l'architecture, ce jeu savant correct et magnifique qui reste un jeu ? Est-il utile d'ouvrir, même à la Française, si la stratégie finale et la fermeture d'un marché économique exclusivement destiné à enrichir une infime minorité ?

Alors le roi vainqueur se tourne et cherche, demande et questionne, l'échec ne constitue pas une vision. Les « héros nationaux », que sont par exemple jacques Attali ou alain Minc, conseillent comme ils le peuvent, pragmatiquement, le vainqueur pour une bonne gestion de la victoire, mais sans lui offrir une vision. Le talent visionnaire des architectes serait déterminant, si nous n'étions pas déformés par les traités de Rome, traité d'architecture qui a transformé la notion de mission en mission service.

Le politique à besoin du savoir pour pouvoir : d'un savoir libre, celui de l'urbanisme de demain.
Nous devons faire émerger notre vision de la ville de demain.
Nous devons ensemble dire et exprimer cette Architecture Politique, afin que l'écriture de la loi repose sur une vision d'avenir.

Jean-Claude LAISNE
Architecte
Vice- président de la Société Française des Architectes

D'UNE FRACTURE À L'AUTRE (En attendant l'apocalypse)

par Jean DE PATMOS

Notre fracture sociale plus apparente chaque jour s'accompagne désormais d'une sœur plus irréductible encore : la fracture culturelle.

Dans un monde qui s'imagine connecté, des deux côtés des partis dits « de gouvernement », le pouvoir se targue de culture. En fait, il s'en empare comme d'un slogan, en promeut le versant le plus spectaculaire : celui où l'arrogance n'a d'égale que la vacuité. Il y mélange son goût bourgeois des grands opéras à un attrait pour « l'extrême contemporain ». Il façonne ainsi un univers culturel de sa propre représentation où le sens perdu des époques aristocratiques se marie au sens de la spéculation de notre actuelle société marchande, mélange de nostalgie, de profit et de *branchitude*. Cet Olympe, aussi creux et insignifiant que prétentieux et ostentatoire, écrase presque malencontreusement une culture auto-générée dans le vrai monde : celui d'en bas. Celui où le *slam* remplace l'opéra – musicalement plus rustique mais saturé de révoltes encore retenues – et où le *baggy* défit Armani, avec son allusion un peu absurde aux ceintures confisquées des prisons d'outre-Atlantique.

Paradoxalement, ces amateurs de musique rugueuse et de pantalons tombants se laissent facilement happer par un imaginaire tyrannisé par la consommation. Ils s'adonnent volontiers à d'*Héroïc Fantasies* pleines de violence, de caricatures de bons et de méchants, qui proposent au « bon peuple » une vaine identification à des héros aussi infantiles que tout-puissants. Ici, les réflexions shakespeariennes sur la complexité de l'âme humaine et le pouvoir ont peu de place. Il n'y a qu'exutoires dérisoires à un enfermement social qui scelle l'échec de toute une politique de démocratisation du savoir au bout de laquelle la possibilité d'échapper à sa « classe » de naissance est la plus faible des pays développés, résultat démontrant à quel point ses instigateurs ne sont que des apprentis sorciers.

Pourtant, avec une condescendance à peine voilée, les nantis encouragent ces expressions auxquelles ils prêtent des qualités de spontanéité – faute d'en comprendre réellement les codes – et surtout dont ils reconnaissent des vertus marchandes, rassurantes finalement quant à leur appartenance au « système ».
La plupart du temps, en dehors d'un cercle fermé de prétendus spécialistes, ces deux cultures se méconnaissent et se méprisent. Elles scellent ainsi par la culture la séparation qui s'est cristallisée entre une caste dirigeante – politique et financière – et le reste de la population : brouet de travailleurs ou de chômeurs piégés dans leur situation économique.

Il en est un peu de même pour l'architecture.

Dans ce monde profondément fracturé, le politique joue de l'architecture comme d'une propagande. Au plus haut niveau de l'exercice du pouvoir, il la dédie à sa communication, aussi violente dans sa symbolique qu'outrancière dans ses formes, étendard de son obsession du « tout marchandise ». En cela, ce pouvoir est le fidèle compagnon du capitaine d'industrie, montrant que son statut de puissance publique ne lui confère aucune lumière particulière qui le différencierait du grand possédant ou de l'anonyme organisme financier : Pineau, Unibail, Ministères de tous types : mêmes architectes et même combat.

Pour tout ce monde, la tentation est grande de dissoudre définitivement l'architecture dans la communication. La revendication du sens, les attaches philosophiques ou les références historiques de certains architectes suscitent une évidente exaspération. On parle alors d'intellectualisme, de ringardise, d'incompréhension du temps présent. On espère le « tout communication », la fin des scrupules et des pensées qui gênerait la « création » alors que ce sont les derniers remparts contre le crétinisme intégral.

Pourtant, de l'autre côté du « périph » vit le prolétaire – mot désormais interdit. Locataire en « cité » ou propriétaire d'un « pavillon », il vit ces deux lieux comme une addiction imposée. Même s'il reste quelques îlots de résistance où le politique défend encore la ville comme creuset social et le logement comme espace d'épanouissement individuel, beaucoup de nouveaux élus s'ima-

ginent mystifier leurs administrés en maquillant leur univers de vert pomme et d'orange fluo : la pauvreté c'est quand même plus *fun* en couleur.

Entre ces deux mondes, on trouve évidemment une petite bourgeoisie – en nombre de plus en plus réduit – qui, comme toujours, aimerait bien rejoindre « l'élite ». Elle erre quelque part entre Verdi et Grand Corps Malade, entre l'Enéide et les *Marvel's Heroes*, « du côté de Nexity » (ou de Cogedim, ou de Bouygues Immobilier, comme on voudra). Elle est là : tout juste entre l'haussmannien et les « cités », maigre échappatoire au même enfermement social, dans un « chez soi » à peine plus reluisant.
Seule offre d'un avenir plus radieux, du fond de ces impasses tant urbaines que sociales, il y a bien sûr l'aveuglante lueur du « Veau d'Or ». Mais gare ! Il nourrit en réaction toutes les croyances : européennes ou africaines, asiatiques ou ésotériques. Elles gagnent en puissance et nous préparent des lendemains aussi excessifs dans leur rigueur morale – ou rétrograde – que ce présent est excessif dans son déni de justice et de compassion.

Vivons donc heureux … en attendant cette catastrophe que l'on finit presque par espérer inconsciemment, pour que vienne enfin une purge libératrice et que se paie le juste prix du cynisme et de la prédation sans frein.

Jean DE PATMOS
Architecte

LA CULTURE ET LE POUVOIR

par Jean-Claude LAISNE

Il s'agit bien évidemment de la culture, de l'utilisation qu'en fait le pouvoir et la société. Dans la revue *Casabella*, Vittorio Gregotti traitait fréquemment de ce sujet, « Architecture & Politique » car l'Italie a traversé des périodes difficiles où l'architecture a servi notamment de condensateur social au régime fasciste. Les intellectuels Italiens se sont donc questionnés sur le rapport obligatoire entre l'architecture & le politique.

En clair : il existe une culture architecturale, mais pas d'architecture fasciste. Les formes et modes de bâtiments ou d'ornementations qui ont émaillées l'histoire de l'architecture, ont été utilisé comme étant la représentation du pouvoir en place. Au contraire l'architecture et l'urbanisme sont un éclairage, une culture libre, une courroie de transmission. Partant de ce postulat, nous savons qu'il nous faut nous adosser à une élite éclairée du pouvoir, pour transmettre la quintessence de nos recherches et la traduire en acte. « Seul l'acte architectural compte ». Les princes, les rois et reines, qui ont marqués l'histoire ont bien compris que seul l'art reste. Les villes sublimes sont le témoignage d'une lucidité des hommes et femmes de pouvoir. Quand par exemple les maîtres hollandais traversaient l'Europe pour rejoindre Florence, il n'était pas rare que s'arrêtant dans un palais Génois ils y « affresquent » le plafond. Nombreux et parfois discrets sont les témoignages entre le pouvoir et la culture.

L'histoire du monde bâti est riche de relation entre les artistes, les chercheurs, les scientifiques et le pouvoir. Mais ce qui est en jeu dans ce questionnement proposé par la SFA, est le degré de liberté dans la pensée de concevoir la ville et de son application ou comment construire les villes de demain utopies du futur, financées et soutenues par le pouvoir.

La France est comme sa littérature formaliste. Sa culture architecturale est inquiétante. Il s'agit en effet pour le ministère de la culture de reconnaître les mouvements dits avant-gardistes et de les adouber. Un grand nombre d'ouvrages sur le sujet pointent cet état de fait. La culture française n'ayant pas fait son mea-culpa sur le génocide aristocratique, demeure effrayée par la pensée contestatrice et fini par confondre culture et mouvement d'humeur.

Cependant la culture architecturale mondiale avance à grand pas alors que la France tremble. Alors je tente une définition qui ne m'appartient pas, mais c'est que je ressens être, la culture : « une transgression » basée sur la connaissance, un petit pas en avant. Elle ne peut faire fi de l'histoire. Elle ne peut pas faire table rase. Même Le Corbusier n'appliquait pas ses provocations. Il traduisait sa culture pour la mettre en application.

Les grandes périodes sont marquées par la conjonction d'une culture architecturale et d'un pouvoir politique éclairé. La France a les moyens de redevenir un grand pays de culture. Les projets sont là.

Jean-Claude LAISNE
Architecte
Vice- président de la Société Française des Architectes

« DES ABEILLES, FOURMIS, TERMITES... »

par Luc-Régis GILBERT

Il y a une quarantaine d'années déjà, le film « *DES INSECTES ET DES HOMMES* » montrait, par une observation soignée du mode de vie, que ces invertébrés articulés seraient capables d'avoir raison de notre société d'Homme, dite *supérieure*. Nécessité de survie, combat contre les agressions, les prédateurs envieux, les destructions naturelles... voilà qui fait l'assiduité, la persévérance dans les règles de l'art, au travail des constructeurs de cités et logements. Tradition irrévocable ! Pourtant - hélas ! - la noble société des abeilles s'avère disparaître des Etats Unis, quand chez nous elle se réfugie sur les toits de l'Opéra. Celle des fourmis, friandes des muqueuses des yeux d'éléphants jusqu'à les dévorer tout entiers, s'éteint par nos pesticides. Quant à celle des termites, l'administration veut l'exterminer, pour sauver de leur écroulement pervers, nos charpentes abritantes...

Durable ou éphémère à l'égard de cette classe comptant un million d'espèces – on en compte moins chez l'Homme ! - , quelle politique adopter, sinon celle qu'il convient de savoir adapter ?

Il y a plus de 2500 ans, se constituait une équipe d'intellos, chercheurs à la pointe, reliés entr'eux par l'Internet du moment, équipe très avisée de philosophie *sophistiquée*.

Hippodamos de Milet et son école d'urbanisme, de concert avec le non moins célèbre Hippocrate, devant qui les médecins d'aujourd'hui prêtent encore serment, et Pythagore, géomètre, mathématicien, météorologue, adepte convaincu de la métempsychose... sont Maîtres, au temps des colonies de la Grande-Grèce (VI°s. av.J.-C.) !

Le modèle d'un plan de ville, en réseau réticulé à angles droits, s'élabore, à grand peine de discipline civique, législative, façon Haussmann : les plus aisés acquerront les plus beaux quartiers, facilement desservis, tandis que les démunis se verront rejetés en banlieue-bidons-ville. Quelque soit le site, relief géographique investi, Milet, Priène, Olynthe, les ports du Pirée, d'Alexandrie se reconstruisent, reprises bien plus tard en La Valette, Manhattan, etc.... Plans urbains préétablis, imposés, sont de principes primordiaux : santé et salubrité, guider les vents dominants, éventer, assécher les rues contre moustiques et épidémies ; choisir l'orientation des ilots d'habitations pour capter le rayonnement du soleil méridional ; utiliser les déclivités pour drainer les eaux pluviales et assurer l'écoulement des égouts ; créer une hiérarchie de places et circulations en vue d'une fluidité, indispensable à la sécurité civile et militaire ; inscrire visiblement les monuments cultuels, culturels et de justice, ainsi que les commerces... Seule, l'affluence occasionnelle des foules, provenant tant de la ville que de la campagne, retient aux abords des agglomérations les plus importants équipements : théâtres, stades, marchés avec leurs bestiaux...
De la ruche, la caverne, le hameau, la cité... à la mégapole, les enjeux évoluent vite, croissant en asymptote. Passée en 100 ans de deux à neuf milliards d'individus, de toute évidence notre population mondiale actuelle change l'échelle des problèmes. Pour les résoudre, quelle politique serait plus apte qu'une autre ? Quel régime ? Quels moyens, quelles énergies ? Démocratie ou aristocratie, gauche ou droite, travailleurs ou conservateurs, vautours ou colombes... toutes tendances, idéologies, croyances, philosophies, seraient-elles usées jusqu'à s'éteindre, et faire mourir d'obscur matérialisme notre société d'Homme ?

L'Histoire révèle du Pouvoir les alternances, leurs excès, leurs qualités. Lequel aujourd'hui retenir, choisir pour le bonheur des générations futures ? Comment franchir les impasses : de 300 à 500, soit 200 mille logements de plus à construire par année, pour 60 millions de Français, quand il en faut X pour 9 milliards de « Mondains » ? Sinon par un ***précoce apprentissage de l'espace***, en harmonie de vie, plus encore intérieur qu'extérieur, donné d'urgence aux enfants. Tel que l'Architecte, de par ses très respectables secrets, peut l'inspirer aux parents...

Une espérance, de bas en haut !

Luc-Régis GILBERT
Architecte
Société Française des Architectes

LE MYSTÈRE DE LA GRANDE PYRAMIDE

par Olivier GAHINET

Ah, va-t-on s'écrier, encore les villes d'art ! Les vieilles pierres ! Nos ruelles exquises ! Nos ruines ! Quelle barbe, quelle bigoterie passéiste ! Quelle sentimentalité de vieilles filles enfermées dans la maison du père ! Quel boyscoutisme culturel ! Tournons-nous vers l'avenir, construisons des cités nouvelles avec des tours lumineuses, rotatives, gonflables qui capteront la musique des sphères !

André Fermigier, *«* Attention, chefs-d'œuvre *», Le Nouvel Observateur,* 26 mai 1969 ; repris dans *La Bataille de Paris,* Gallimard

« Pourquoi, Manet, es-tu si rosse avec tes confrères ? – Eh ! mon cher, si je gagnais seulement cent mille francs par an comme Carolus, je trouverais du génie à tout le monde, y compris toi et même Baudry ! »

Comme tout le monde le sait maintenant, le projet « Triangle » est un ensemble de bureaux en blanc projeté par le promoteur Unibail et qui doit être implanté à Paris, dans le parc des expositions, le long de l'avenue Ernest-Renan qui traverse ce dernier. Lors d'un vote très médiatisé, le conseil de Paris a rejeté la modification réglementaire qui aurait permis son édification, pourtant ardemment soutenue par la Maire.
Depuis plusieurs années, le projet fait l'objet d'une opération de promotion d'une ampleur rarement vue pour un projet privé de bureaux : ont pris position en sa faveur des institutions (le pavillon de l'Arsenal) et des journaux grand public (*Le Monde*, *Libération*) ; le groupe du Moniteur a lancé une pétition de soutien. La puissance de cette opération de cavalerie lourde visant à imposer le caractère inéluctable du projet est illustrée par un détail : dans « Google Maps », le bâtiment « Triangle » est déjà là[1]. Par ailleurs, de nombreux architectes ont signé la pétition suivante :
« *Pour permettre à Paris demain de poursuivre la construction d'édifices à la fois audacieux au patrimoine existant* (sic), *nous prenons parti pour l'avenir en soutenant le projet de la tour Triangle conçu par des architectes internationalement reconnus pour leur talent, Prix Pritzker 2001. Pour que Paris continue à être la ville attractive, rayonnante, conquérante, ambitieuse, enthousiasmante, pétillante et libre que nous aimons aujourd'hui, nous appelons toutes celles et ceux qui n'ont peur ni de l'avenir ni du mouvement, à signer cet appel* ».
Plus qu'une ville réelle, l'accumulation des adjectifs de cette pétition (« la ville attractive, rayonnante, conquérante, ambitieuse, enthousiasmante, pétillante et libre ») évoque une ville rêvée par un publicitaire : on pense au décor de récentes publicités pour des automobiles Nissan, où la ville est vue comme un jeu de paintball (« Qashqai ») ou un mixte de flipper et de train fantôme (« Note ») et où, bien sûr, la seule voiture, c'est la vôtre.

Or ce qui motive cette accumulation d'adjectifs enthousiastes ça n'est pas l'ouverture d'un nouveau parc, d'un nouveau musée, d'un ensemble de logements sociaux particulièrement réussis mais bien d'un nouvel immeuble de bureaux en blanc qui, à un moment, prétendait rivaliser avec la Tour Eiffel pour assurer la notoriété de la ville... L'agglomération parisienne a beaucoup de problèmes mais celui de l'attractivité insuffisante ne semble pas absolument majeur, ni s'il existait, pouvoir être réglé avec une pyramide de bureaux.

Défendre le projet « Triangle » serait défendre une vision d'avenir contre une vision passéiste, l'audace contre la résignation, le progrès contre les conservatismes. On reconnaît les termes d'une antienne qui dépasse de très loin « Triangle » et qui a envahi la politique depuis le début des années quatre-vingt, *Reagan Thatcherque triumphans* : on baptise de « réformes » tous les reculs sociaux, l'audace c'est de prendre à ceux qui n'ont rien, le conservatisme c'est de vouloir s'attaquer à ceux qui ont tout, etc. : nous y sommes encore. Dans le domaine de l'architecture, c'est confondre l'avant-garde avec la mode et les choix publicitaires avec la réflexion urbaine. De la même façon qu'en politique les « réformes courageuses » ne demandent du courage qu'aux plus faibles, et vont « courageusement » dans le sens des plus forts, on peut se demander où est la prise de risque dans le choix d'un projet soutenu par un très grand groupe immobilier et par une des plus grosses agences mondiales ? Où est l'audace ? Elle n'est évidemment pas sociale et ne se trouve pas dans le choix d'un programme particulièrement généreux... Elle ne peut résider que dans le caractère supposé inhabituel de la forme, « originale », puisque on a décidé par avance que les architectes sont eux aussi « originaux ».

Plus l'architecture est instrumentalisée au service des dominants, et plus c'est dissimulé dans le débat. L'époque pourtant ne manque pas d'exemples, et l'on a vu en quelques mois venir sur le devant de la scène parisienne plusieurs projets qui ressortissent tous du même rapport entre la forme et l'argent : « Triangle » bien sûr, mais aussi la fondation Vuitton et la Samaritaine.
À Vuitton, Bernard Arnault emploie l'architecte *ad hoc* pour faire parler du projet et valoriser un investissement. Comme d'autres l'ont expliqué[2], il ne s'agit pas de mécénat, mais d'investissement bien compris et sans risque. Arnault possède la chaîne entière pour former la valeur :

1 Cela n'est pas sans évoquer la vision très orwellienne de la cartographie qu'a le pavillon de l'Arsenal : dans la carte de l'architecture contemporaine à Paris qu'il diffuse, les projets construits que les responsables du Pavillon trouvent trop modernes et pas assez conformes à leur goût n'apparaissent pas, mais le projet « Triangle » est indiqué bien qu'il ne soit pas même en chantier. Cela laisse augurer de déboires pour ceux qui voudraient se servir de cette carte dans le monde réel.

2 On pourra consulter le texte remarquable cosigné notamment par Giorgio Agamben, Jean-Christophe Bailly, Pierre Alfieri, Jean-Luc Nancy et Georges Didi-Huberman: « L'art n'est-il qu'un produit de luxe ». Ce texte très argumenté souligne l'absence de risque pris par Arnault, qui n'est en rien un mécène au sens réel du terme. http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/201014/lart-nest-il-quun-produit-de-luxe

collections, salles de ventes, maintenant fondation, et sa puissance de feu publicitaire lui donne un contrôle de fait sur les journaux que ses marques font vivre : d'où l'invraisemblable suite d'articles flagorneurs parus dans la presse à la gloire d'un bâtiment où la construction coûteuse et compliquée ne remplace pas l'architecture[3].

À la Samaritaine, François Pinault a prévu de remplacer le grand magasin par un ensemble de luxe dont une partie est confiée à Sanaa. Indépendamment du débat sur l'annulation du permis de construire[4], on a là aussi expliqué que la notoriété des architectes garantissait la qualité du projet. On peut citer un récent éditorial du *Monde* : « *On continue à tout trouver à la Samaritaine – en particulier ce cocktail de conservatisme, de juridisme et de frilosité qui accueille et entrave, plus que jamais, tout projet architectural un peu ambitieux dans la capitale. L'histoire est, hélas, aussi exemplaire que consternante. Rachetés par le groupe LVMH, les bâtiments de la " Samar " font l'objet, depuis des années, d'un important projet de réaménagement comprenant, sur 70 000 m², un centre commercial, un hôtel de luxe, des logements sociaux et une crèche. Confié à la prestigieuse agence d'architecture japonaise Sanaa, ce projet a obtenu deux permis de construire, l'un pour la façade côté Seine, l'autre pour la façade de la rue de Rivoli. Il est soutenu par la Ville de Paris, les architectes des Bâtiments de France et le ministère de la culture. A terme, il devrait générer quelque 2 000 emplois* »[5]

En réalité, le groupe LVMH avait acheté le grand magasin et non ses « bâtiments ». Pinault avait promis de faire vivre l'enseigne avant, naturellement, de s'asseoir sur cette promesse à laquelle seul le Maire de l'époque avait cru, j'imagine. Il avait prétexté de nécessaires remises aux normes en expliquant que le grand magasin rouvrirait plus tard. Il n'en fut rien, et toute l'affaire se révéla pour ce qu'elle était, de l'excellente spéculation immobilière. Les deux mille emplois que nous promettent le Monde et LVMH ont été supprimés lors de la fermeture de la Samaritaine avant qu'on nous fasse miroiter aujourd'hui leur simple retour. Les logements sociaux et la crèche sont en proportion de l'alouette dans le pâté du même nom. Mais enfin, tout cela passera puisque l'agence Sanaa est « prestigieuse ». Pourtant, le seul projet qu'on connaît d'eux en France ne plaide pas en leur faveur : le Louvre Lens est une suite de hangars à l'esthétique d'aéroport et l'Empereur y est tout à fait nu.

On retrouve pour « Triangle » un mixte identique d'arguments économiques et d'autorité. Le projet n'est pas discuté en tant que tel et jamais expliqué dans le détail : les architectes sont bons puisqu'ils ont eu le prix Pritzker, et s'ils sont bons le projet sera bon, sans qu'on aie besoin de l'examiner ; qui est contre est forcément « frileux ». Un article entier ne suffirait pas à expliquer l'obsession récente pour les prix en architecture. Le Pritzker n'est pas un Nobel[6], c'est un prix qui va à la notoriété. On doit juger les architectes sur leurs projet et non sur leur nom : avant Sanaa, on a eu à entendre la même absence d'arguments à propos de l'intervention de Renzo Piano à Ronchamp : ça sera bien puisque c'est Piano. Ce ne fut pas très bien.

Second argument : il faut défendre la place de Paris dans la compétition mondiale pour la notoriété entraînée par la libéralisation des échanges de marchandises et des flux financiers, afin d'attirer les capitaux et les investisseurs. Il s'est formé un véritable « marché des villes » fondé sur des images simples à lire (c'est ce qu'évoque le mot « conquérant » dans la pétition). Un tel marché favorise les classements simples à appréhender au détriment des qualités trop subtiles pour être évaluées rapidement[7]. Parce que ce classement est fondé sur des images, et que les images vieillissent, il ne suffit pas d'être le meilleur, il faut sans cesse offrir du nouveau ; comme dans la course de la Reine Rouge[8], on doit courir sans cesse pour rester sur place. Le renouveau urbain devrait se faire là où les villes en ont besoin, et non là où il se verra le plus. Le changement perpétuel est désormais considéré par certains comme un facteur positif dans l'espace urbain, alors qu'on cherchait plutôt autrefois à créer des villes pour longtemps ; à laisser sa trace dans les siècles plus que dans les suppléments des quotidiens[9].

Des villes comme Rome, Paris ou Barcelone, dont l'essentiel du tissu est constitué, sont « défavorisées » dans ce registre des images nouvelles, dans la « mode urbaine » : si les banlieues de Paris étaient transformées en vingt ans pour devenir des lieux urbains heureux et apaisés, cela satisferait leurs habitants, mais pas *Wallpaper*. La seule chose qui peut soutenir ces villes dans le marché de la nouveauté, c'est le bâtiment singulier et, en particulier, la tour : tours Agbar, Swiss Re ou projet « Triangle ».

Cet état de fait tient aussi, paradoxalement, à l'impuissance des élus. Ceux-ci ont pour la plupart renoncé à toute transformation en profondeur de la société et, pourtant, cherchent à donner l'impression qu'ils « font quelque chose ». Parmi le peu de solutions offertes à ce dilemme : faire des « grands gestes architecturaux », déplacer les services et les bâtiments comme on bouge des boîtes sur des étagères. Ces opérations n'ont aucune envergure sociale ou urbaine, puisque les moyens publics font défaut, mais elles compensent leur inutilité sociale par une visibilité aveuglante ; elles sont de plus

3 Nous avons échappé au pire : le projet aurait pu ressembler au projet du même Gehry pour le Guggenheim d'Abou Dhabi : *horresco referens.*
4 On peut trouver le projet médiocre et regretter néanmoins que le tribunal administratif se base sur des arguments esthétiques pour refuser le permis.
5 *Le Monde,* 6 janvier 2015

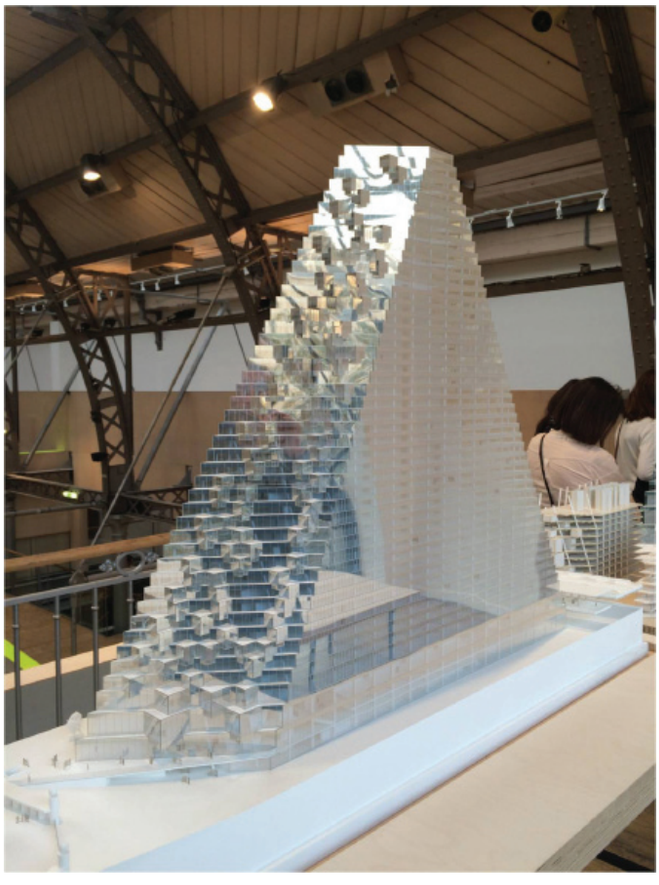
6 Et il faudrait même s'interroger sur le Nobel lui-même, au moins en dehors des sciences exactes : le prix Nobel de la paix est un objet éminemment politique, le prix Nobel d'économie (en fait un « Prix de la banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel ») montre de forts préjugés idéologiques en faveur de l'économie de marché mathématisée, et le Nobel de littérature récompense des talents très... inégaux.
7 On sait notre époque friande de tels classements, comme celui de Shanghai pour les universités.
8 *De l'autre côté du miroir*, Lewis Caroll
9 L'éditorial du *Monde* du 26 avril 2012 consacré aux tours à Paris évoque « la compétition internationale des grandes capitales » et regrette « le plaidoyer sans nuance pour la préservation du patrimoine parisien » au prétexte, comme toujours, que Paris ne doit pas devenir une « ville-musée ». On se demande si ceux qui emploient cette expression ont jamais réfléchi à son sens. On pourra rapprocher cela d'un commentaire récent de Christian de Portzamparc : interrogé par le même journal sur l'affaire de la Samaritaine, il dit ne pas vouloir que « Paris soit une seconde Venise ». On voit bien ce qu'il veut dire, mais il me semble plus urgent de transformer Issy-les-Moulineaux ou Levallois-Perret que le XVIIème arrondissement.

d'un grand intérêt financier pour les entreprises qui les affirment. En somme, le « marché des nouveautés urbaines » permet de montrer une illusoire capacité des municipalités à *faire*, d'attirer les investisseurs, et de faire gagner de l'argent aux constructeurs. Dans ce marché global, la construction de tours est d'un rendement exceptionnel en terme d'image, et un véritable « marché des tours » s'organise en une compétition d'objets, vite pensés et vite compris, où la forme bâtie doit à tout prix se différencier. Pour cela on peut faire plus haut[10] ; on peut faire plus « bizarre » ou « différent » : cela ne signifie pas faire mieux. On peut enfin, avec trois éoliennes, donner un air d'écologie : manière plaisante et improbable de mêler les deux clichés du moment[11].

Si le marché est devenu déterminant dans la construction de l'image des villes, il l'est aussi dans celle de l'image des entreprises. Dans le contexte actuel de trésorerie abondante, de diminution des impôts et de libéralisation des échanges qui favorise l'activité financière au détriment de l'activité productive, l'investissement des promoteurs dans des tours « frappantes » est un moyen de les louer plus facilement. La tour comme bâtiment iconique du capitalisme est née bien avant le néo-libéralisme, mais la tour « corporate » d'autrefois était identifiée à une marque (Seagram, Pan Am ou Chrysler à New York, Fiat ou Esso à la Défense, Pirelli à Milan). La pérennité de la tour et celle de la marque se confortaient mutuellement. Les tours « sans marques » se devaient, elles, se distinguer par le « plus quelque chose » qui leur permet de porter un nom (Empire State Building : le plus grand ; Rockefeller Center : un quartier entier et un espace public encadré). Cette première époque s'est achevée quand les promoteurs se sont aperçu que démolir une tour et la remplacer par une neuve, comme on le fait d'une vieille automobile – avec les mêmes excellents arguments techniques –, était de bonne pratique financière[12].

C'est la première fois dans l'histoire urbaine récente que l'on assigne une durée de vie aussi brève à des bâtiments aussi coûteux : une durée qui est de l'ordre de l'amortissement plus que du temps de la ville. On a déjà vu dans le passé des chantiers rapides, mais il ne s'agit plus ici, comme au temps d'Haussmann, de transformer l'espace de la ville : on remplace un bâtiment démodé par un bâtiment à la mode, que l'on remplacera à son tour dans quelques années quand ses systèmes techniques auront vieilli. C'est ainsi que la Défense se reconstruit sur elle-même en ne conservant rien : ni bâtiment, ni structure urbaine, hormis la dalle consacrée dans son rôle de présentoir. L'espace public, le temps et le lieu sont renvoyés aux poubelles de l'histoire urbaine au profit d'une privatisation totale de l'espace de la ville, réduite à être une étagère pour flacons chics. L'excitation de la marchandise, comme à Ginza ou à Shibuya, semble être la seule source possible de qualité urbaine. Obsolescence rapide, indifférence à la constitution d'un espace urbain : les quartiers de tours d'affaires partagent ces caractéristiques avec n'importe quelle banlieue ; dans les deux cas, site et lieu n'ont de valeur que monétaire : élevée à la Défense ou dans cette petite Défense qu'est Issy-les-Moulineaux à côté de « Triangle », faible dans les grands ensembles.

Une bizarre confusion semble entretenue à dessein dans le débat autour du projet « Triangle » : le discuter reviendrait à discuter de la question des tours à Paris ; être contre lui serait être contre les tours à Paris. On reconnaît là les termes d'un débat formaté qui empêche toute explication et toutes réflexion un tant soit peu complexe : un de ces faux débats comme les media ne cessent d'en produire. On n'a d'ailleurs pas à être « pour » ou « contre » les tours à Paris (ou ailleurs) si l'on ne précise pas de quoi l'on parle. Poser la question en ces termes, c'est encore résumer la question à une opposition entre « ringards » et « branchés » et faire revenir le débat sur la ville quarante ans en arrière.



Pourtant, le projet « Triangle » s'il est, lui aussi, une icône de la marchandise, n'est pas une tour : c'est une pyramide. Certes aplatie, mais une pyramide quand même, la plus ancienne des formes. Forme importante, fondatrice, mais forme totale et difficilement amendable, la pyramide est un tombeau. On a vu en son temps que celle du Louvre avait peine à être autre chose qu'un vaste skydome, et que Pei n'avait pas réussi à en dessiner l'entrée de façon satisfaisante. On peut trouver que la pyramide

10 La notice de Wikipédia sur la tour Phare : « la tour sera aussi l'un des plus hautes construction d'Europe, ce qui remettra Paris dans la course aux gratte-ciel (jusqu'alors distancé par Londres, Moscou ou Francfort » *[la syntaxe a été conservée]*

11 On a vu récemment à propos du futur tribunal de grande instance de Paris, qui doit être construit aux Batignolles, que ces deux marottes municipales sont peu compatibles. On veut une tour pour tribunal, qui ne pourra respecter les contraintes d'économie énergétique du plan climat de Paris. Qu'à cela ne tienne, on affirme maintenant que le plan climat est un « objectif » et pas une règle.

12 Si l'on prend l'exemple de la Défense, La tour Esso (1963) est remplacée par la tour Cœur-Défense (2001, Jean Paul Viguier) ; la tour Aurore (1971) par la tour Air2 (2010, Arquitectonica) ; la tour UAP par la tour First (KPF, 2011, restructuration lourde et extension). Les noms de firmes sont remplacés par des noms génériques ; la tour est un outil de publicité pour des promoteurs et plus pour les entreprises (on se souvient du concours de la tour Phare pour Unibail qui avait rassemblé les plus grosses agences commerciales du moment, ou encore du concours de la tour Signal).

pleine représente mal le siècle commençant et qu'elle résout mal (ou pas du tout) la question de la lumière naturelle, mais elle a pourtant une qualité essentielle : elle permet de loger beaucoup de planchers. En cela, elle a parfois séduit les promoteurs, comme au casino Luxor de Las Vegas. À ce propos, à l'exposition du pavillon de l'Arsenal, on s'extasie sur l'attraction formidable que représenteraient les ascenseurs obliques de « Triangle » – quelques journalistes ont même repris l'information : il y a les mêmes au Luxor depuis 1993... Nous faisons vraiment figure de parents pauvres aux franges de l'Empire et que la moindre verroterie éblouit.
Au contraire de la pyramide, la tour affirme une lutte contre la gravité et contre le vent ; son statut abstrait l'éloigne du « tas mis en forme » que représente la pyramide.

Parmi les arguments avancés en faveur des tours et, également, de « Triangle », on trouve la densité. La prise en compte du développement durable ayant remis celle-ci au goût du jour, les élus affirment voir dans les tours un des moyens de maintenir cette densité. Or les tours sont construites là où elles sont rentables : où la rente foncière est élevée et où la Maire a les moyens de sa « force bâtisseuse » ; on les met en limite d'un Paris intra-muros qui est déjà l'une des villes les plus dense du monde. Les tours dont rêve la municipalité de Paris, comme « Triangle », pérennisent une séparation Paris-banlieue que tout le monde prétend vouloir supprimer ; acculées au bord du boulevard périphérique, elles semblent reproduire le schéma de l'entre-deux-guerres où l'on construisait une ceinture d'HBM trop dense à côté d'une banlieue encore vide.
Parmi les différentes raisons avancées pour justifier la construction de tours et celle de « Triangle », il ne s'agit jamais d'améliorer et de qualifier l'espace public, d'offrir le meilleur cadre urbain pour tous les citoyens ou de créer les meilleurs logements pour le plus grand nombre : pas une de ces préoccupations qu'on pourrait qualifier de « véritablement urbaines » n'entre en ligne de compte. Les arguments même des promoteurs de « Triangle » parlent contre eux : des études d'ombrage nous montrent que le bâtiment ne « gênera pas trop », qu'il ne fera pas trop d'ombre : mais on attendrait des arguments positifs pour nous montrer ce qu'il apporte à la ville, et pas en quoi il ne la gêne pas : quelle esplanade, quelle place, quel espace merveilleux offre-t-il à la ville, comme le faisait le Seagram quand Mies y inventait la piazza new-yorkaise ? Rien, nulle place : la muraille de verre lisse borde bien à l'alignement la petite rue Ernest-Renan, à qui elle ne fait aucun cadeau. On accuse les opposants au projet « Triangle » de refuser un investissement qui tombe du ciel : c'est oublier qu'il ne s'agit pas ici de production, mais de spéculation ; pas d'espace public offert à tous, mais d'un projet qui fait de la rue la chose de la barre privée. C'est une caractéristique que le projet partage avec bien des tours récentes qui exploitent jusqu'au dernier mètre carré leur parcelle et n'y laissent rien de libre : je pense notamment à la tour Swiss Re de Norman Foster à Londres, où s'exprime au mieux la privatisation verticale de l'espace public.

Certains se sentent quand même obligés d'avancer quelques arguments « positifs » pour « Triangle ». Ainsi, Richard Scoffier, dans la présentation d'une conférence au pavillon de l'Arsenal sur l'agence Herzog et de Meuron écrit-il : « *la Tour Triangle saura disparaître dans les nuages et réapparaître comme une montagne devant l'horizon. Plus qu'une construction, c'est un sol qui permettra aux Parisiens d'accomplir des pèlerinages vers de hauts plateaux d'où ils contempleront leur ville comme les habitants de Los Angeles peuvent, depuis Mulholland Drive, admirer la leur* ». Nulle oreille n'est plus accueillante que la mienne au lyrisme, mais il ne faut pas exagérer... Aucun sol urbain n'escalade les flancs de « Triangle », même dans le sens le plus métaphorique qu'on puisse imaginer. On regardera de plus près la photo de maquette jointe pour voir que le bâtiment est bien bourré de bureaux et que rien au sol ne fait ouverture, entrée, cadeau, urbain, transparence, cadrage, dilatation (« de l'air ! » criera-t-on). Rien de comparable avec la montée du sol en façade du centre Georges-Pompidou, ou avec l'étage urbain soulevé de la Tour Eiffel ; rien de praticable dans « Triangle » d'autre que des ascenseurs où la sensation urbaine sera aussi exaltante que celle qu'on a en montant au sommet de la tour Montparnasse. Quant à la référence à Mulholland Drive, c'est la version contemporaine de l'argument qu'on servit il y a trente ans et selon lequel la petite place en conque entre le jardin des Halles et l'église Saint-Eustache était un équivalent du Campo de Sienne...

Comme à la Samaritaine, on accuse les opposants au projet « Triangle » d'être des ringards crispés, les successeurs des amis des vieilles maisons françaises qui avaient attaqué le projet de l'unité de Marseille : il est vrai que nombre d'entre ces opposants ne sont pas des alliés bien enthousiasmants, et qu'il seraient probablement tout aussi opposés au bâtiment réellement moderne, urbain et généreux dont je rêve. Il est d'autant plus important de savoir juger du projet en architectes. Le projet « Triangle » n'a fait, à ma connaissance, l'objet d'aucune critique véritablement architecturale[13], et il est difficile de trouver des documents précis. À l'exposition du pavillon de l'Arsenal qui présentait le projet, on ne trouve aucun plan. Enfin si, un seul : un petit schéma proposant différentes répartitions de « preneurs », un « plan clientèle ». C'est dire la haute ambition de l'exposition... Ce document permet quand même de voir que le plan est fort banal, avec une importante épaisseur sans lumière au centre (le projet fait 35m d'épaisseur à sa base). On ne s'adresse pas aux architectes, mais aux locataires. Pas aux citoyens, mais aux salariés qui verront dans quels sombres bureaux paysagés ils travailleront.
L'essentiel de l'exposition reposait sur des maquettes, quantité de maquettes, à peu près toutes identiques, où rien ne changeait hormis la peau. Quant à celle-ci, tant d'effort pour en arriver, dans les rendus finaux, à un verre réfléchissant glaçant qui semble habiller un projet des années 70... et à un projet dont j'ai dit l'absence totale de travail pour organiser la rencontre du bâtiment et du sol urbain et pour donner des qualités à ce dernier.

13 À l'exception de l'article de William JR Curtis, « les excès du star system » publié en 2008 sur le site internet du *Moniteur* : http://www.lemoniteur.fr/155-projets/article/point-de-vue/595935-les-exces-du-star-system-le-projet-triangle-de-herzog

Les promoteurs de « Triangle » mettent naturellement en avant l'argument du « durable », dont on sait qu'il peut faire passer à peu près n'importe quoi. Le « grimage en vert » ou « verdurage » du projet est ici caricatural, puisque on va construire deux façades d'environ 1,5 hectares chacune, orientées sud-est et nord-ouest, entièrement vitrées. La technique complexe (double peau, etc) est censée pallier les inconvénients d'une architecture de boîte close indifférente à son environnement : le vrai durable, ici – et comme souvent – serait de ne pas faire le projet.

Ce que révèle le flot des arguments pour le projet « Triangle » que diffuse *ad nauseam* la doxa, c'est que les architectes se sont laissé dépouiller d'une des conquêtes les plus précieuses de la modernité : l'autonomie de la discipline. Dans un mouvement bien analysé par Pierre Bourdieu, le XIXe siècle a vu la constitution progressive de champs artistiques autonomes par rapport au champ social. Il l'a analysé pour la littérature et la peinture à travers les figures de Flaubert et de Manet, mais Alan Colquhoun avait remarqué un mouvement analogue en architecture : depuis le milieu du XVIIIe siècle, l'idée du projet dans sa dimension intellectuelle et détaché de l'atelier et du chantier, s'était imposée. Un champ architectural où les architectes sont juges des architectes s'était créé à ce moment.
Bourdieu avait aussi remarqué que cette autonomie du champ intellectuel (au sens large) est en train de s'effriter. L'apparition des « nouveaux philosophes » dans les années 80 ou l'emprise de la télévision lui semblaient des exemples d'une hiérarchie imposée de l'extérieur au champ. Les intellectuels cessent d'avoir un poids social, un magistère en rapport avec leur poids dans le champ intellectuel ; désormais, au contraire, leur poids intellectuel et leur position académique dépendent de leur poids social et de leur couverture médiatique. C'est un recul identique qui est en œuvre depuis trente ans dans le champ de l'architecture, et le projet « Triangle » en est un éclatant symptôme : les architectes se laissent imposer des hiérarchies, des goûts et des débats par les promoteurs, les journalistes, et les pouvoirs. En ce sens, l'épisode du projet « Triangle » agit comme un puissant révélateur des positions dans l'univers culturel de l'architecture pour plusieurs acteurs :

– il confirme que la municipalité parisienne – qui s'affirme de gauche – confie la forme de la ville aux bons soins des promoteurs avec ce qu'on espère être une grande naïveté.

– il est un bon indicateur de la qualité du travail des journalistes : ils avaient eu avec la fondation Vuitton l'occasion de ne pas faire leur travail, et ils continuent. Que le *Moniteur* et l'Arsenal fassent cause commune pour défendre « Triangle » n'est pas surprenant. Mais que Frédéric Edelmann soutienne aussi le projet dans le *Monde*, c'est pitié. Son prédécesseur, André Fermigier, écrivait ailleurs au moment de la sortie du livre *Le Droit à la ville*, d'Henri Lefebvre :

« " *Le Droit à la ville ", on ne peut mieux dire : c'est bien en effet le premier des droits, et celui qui nous est chaque jour plus durement refusé. Traitée comme une valeur commerciale, une " valeur d'échange et non d'usage ", la ville, qui devrait être le bien commun, est devenue aujourd'hui le privilège et la propriété de quelques-uns (affairistes, promoteurs immobiliers, banques, grandes entreprises, dont les bureaux investissent progressivement le centre et chassent les habitants vers les périphéries). Alors que le logement devrait être un service public, on ne fait rien, rigoureusement rien, pour arrêter, contrôler même la spéculation sur les terrains à bâtir, et nous venons d'apprendre que le ministre de l'Équipement entendait confier à des entreprises privées le logement social, ce pauvre logement social, qui n'était pourtant pas de nature à inquiéter les intérêts de ceux qui, depuis vingt ans, ont mis Paris en coupe réglée* »[14].

Et parce qu'ouvrir Fermigier c'est trouver dans les batailles qu'il mena contre l'urbanisme gaullo-pompidolien mille occasions de s'affliger de leur actualité, voici ce qu'il disait quand le président Pompidou déclarait qu'il verrait bien davantage de tours, « une forêt de tours » à la Défense : « *le Président a son esthétique, heureux hasard, c'est celle des promoteurs* »[15]. Ici encore, dans l'affaire « Triangle », on essaie de faire passer un choix politique rétrograde pour un choix esthétique d'avant-garde : la Maire a son esthétique...

Olivier GAHINET

Architecte

1er Vice- président de la Société Française des Architectes

Professeur à l'ENSA de Starsbourg

14 « Quatre saisons en enfer », *Le Nouvel Observateur,* 14 octobre 1968 ; repris dans *la Bataille de Paris*, Gallimard

15 « L'Art moderne et le président », *Le Nouvel Observateur,* 23 octobre 1972 ; repris dans la *Bataille de Paris*, Gallimard

2015 - QUESTIONS

par Pierre BOUDRY

Tout acte architectural n'est-il pas politique ?

L'Architecture demande de la passion, de l'appréhension, de l'intuition, de la rigueur, du courage, du temps, de la générosité, du plaisir du rêve… et la Politique ?

La plus belle qualité d'un architecte n'est-elle pas son indépendance ?

La Politique peut-elle faire l'économie de l'Architecture ? L'Architecte a-t-il encore une utilité pour les politiques ?

L'Architecture joue-t-elle encore un rôle dans notre société actuelle ?

Construire la Société de demain n'est-ce pas un chantier en commun ?

Ne manque-t-il pas de l'ambition, de la vision, de l'ampleur, de la cohérence dans notre société actuelle si on souhaite tracer un nouvel horizon ?

L'espace géopolitique est-il architectural ?

Pourquoi la culture ? Pour qui l'Architecture ?

Est-ce une question de mesure ?

L'avenir de nos villes ne devrait-il pas être au cœur du débat politique ?

Comment peut-on accuser les architectes des plus grands maux et en même temps ne pas leur donner le temps et les moyens de s'exprimer ?

Comment peut-on croire en la jeunesse et à sa capacité d'imagination en leur proposant une vision urbano-architecturale si petite ?

Pourquoi y-a-t-il tant de candidats dans les écoles d'architecture ? Est-ce leur conscience aiguë de l'énorme attente potentielle ?

Pourquoi Actuellement à Paris la réflexion est si locale et non globale ?

Comment se fait-il que tant de projets en banlieues soient « bloqués » et que dans le même temps d'autres projets sur Paris soient si « poussés » ?

N'est-il pas urgent d'investir massivement dans l'Urbanisme ?

La SYNERGIE serait-elle impossible ? Est-ce un face à face ? Ou est-ce de l'ignorance ? ; Après la résistance, viendra la résilience et peut-être enfin la reconnaissance ?

Comment rendre la ville plus habitée ?

Ne faut-il pas moins de styles, plus d'espace strié, plus d'usages, plus de rigueur, de porosité, d'émotions : plus de sens dans la ville ?

Pourquoi la façade que nous avons voulue tant libre nous emprisonne tellement aujourd'hui ?

Pourquoi aujourd'hui les façades sont-elles si importantes vues de l'extérieur et si peu vécues de l'intérieur, empêchant tout élargissement de l'habitat à la question urbaine.

Pourquoi tant de copiés collés, de formules toutes faites ; ne peut-on pas essayer de faire ce que nous ne savons pas faire ?

A quand la fin des bâtiments verts (faute de budget pour faire écolo), dorés (pour faire cossu car c'est la crise) et parés de décalcomanies (faute de choix) ?

Comment créer une continuité urbaine avec tant d'objets (cris architecturaux) dissonants ?

Les plaisirs urbains ne sont-ils pas dans les espaces en creux, dans les échanges, dans les emprunts ?
Et en Politique ?

Le logement n'est pas seulement la surface habitable ; ne faut-il pas mettre de l'ampleur dans les projets et leur donner la plus grande dimension, la plus grande intensité, si petits soient-ils par leur échelle ?

Là où il y a de l'Humain n'y a-t-il pas systématiquement de l'Architecture ?

Pierre BOUDRY
Architecte
Secrétaire général de la Société Française des Architectes

FICHE DE LECTURE

par Hervé BLETON

« aujourd'hui, j'ai toujours la même opinion : une société qui tolère le bidonville, qui sourit devant les taudis est une société pourrie »

Quelle belle occasion de revisiter un de nos ainés, Fernand Pouillon qui en son temps a, au combien, éprouvé au propre et au figuré le sujet qui nous occupe dans ce bulletin, Architecture et Politique ! L'occasion de la sortie d'un recueil d'interviews, intitulé « Mon Ambition » sélectionné par Bernard Marrey dans l'excellente collection essais Architecture, Urbanisme aux Editions du Linteau.

Laissons lui la parole par quelques extraits grappillés le long de son parcours singulier :

Si j'étais Ministre de la Construction (p.21, entretien paru dans l'Express en 1971)
« Je demanderais d'abord que le ministère de la Construction soit rattaché à la présidence de la République. Directement. Il faut ensuite qu'un ministre de la Construction puisse changer les choses. Ses pouvoirs, à l'heure actuelle, sont extrêmement réduits ; il est dépendant de l'Administration, des sociétés d'Hlm , de tout ce qui existait avant lui. Il faut qu'il puisse très rapidement s'imposer et imposer une loi foncière. »

Regard sur l'architecture actuelle (p.86, entretien paru dans l'Architecture d'intérieure-Créé en 1985)
« un architecte ne doit pas être ébloui par les mirages du pouvoir. J'ai connu de très grands hommes politiques dans ma vie, parce qu'ils étaient mes maîtres d'ouvrage. Certains ont été mes amis. La plupart m'ont profondément déçu. Comprenez bien qu'ils font toujours, en définitive, des choix politiques et que vous proposez, vous des choix d'architecture. »

Candidat au conseil de l'ordre des architectes (p.143, entretien paru dans les Nouvelles Littéraires en 1982)
« Pour sauver l'architecture et donner aux architecte le droit d'exercer leur profession, il faut débarrasser l'architecture de la politique. Beaucoup d'architectes de talent sont aujourd'hui inemployés parce qu'ils n'ont pas les relations politiques et financières adéquates. La profession a un immense besoin d'architecture. être ébloui par les mirages du pouvoir. (…) Avec moi, elle peut s'appuyer sur quelqu'un qui a défendu l'art architectural toute sa vie n'a aucune ambition personnelle en France. J'ai soixante dix ans et j'exerce mon métier en Algérie. Je veux seulement être une force morale qui puisse s'opposer au pouvoir politique.»

Il est combien édifiant de s'apercevoir de la pérennité des sujets abordés, concluons que rien n'a changé sous le soleil hexagonal ou seulement en s'aggravant !

Bonne lecture

Ps : Autre opuscule dans la même collection à relire, du même auteur : Fernand Pouillon, l'homme à abattre (15€)

HOMMAGE À ÉDITH GIRARD

par Laurent SALOMON

Voilà Edith, nous y sommes, nous nous y attendions tous. Nous savions mais espérions au jour le jour un répit de plus. Nous, c'est-à-dire tous les amis, mais surtout Julie, Angela et Olivier, auxquels nous avons pensé autant qu'à toi dans les dernières enjambées de ce chemin.

Je te parle ici au nom de beaucoup de notre étrange famille construite autour de convictions communes, et aussi comme un ami de si longue date. Tant d'années de fraternité. Tant d'années de privilège, à te côtoyer : trente-sept depuis les couscous du quai de la Loire jusqu'aux dernières péripéties liées à ton départ de l'école de Paris-Belleville. Tout ce temps consumé à discuter à bâtons rompus de nos propres projets ou des meilleures façons de transmettre aux étudiants l'essentiel. Mais aussi à parler ensemble de l'amour et des tourments de la vie, de la politique voire, plus récemment, de ce qu'il peut encore en rester.

Tout ce temps, nous avons admiré ton rapport turbulent à la vie, ton attitude dans l'adversité, nous avons adoré ta détermination, ton refus des concessions, et cette force habillée de douceur qui savait parfois couper court à bien des discussions. Tu étais ce rappel vivant à notre besoin de liberté, cette magnifique incarnation de la force. Et pourtant, sous ces habits de lumière, ta fragilité affleurait, ta sensibilité contenue bouillonnait. Grâce à toi, dans la tourmente des années 90/2000, tu as été la boussole d'un enseignement guetté par bien des dérives égotiques, afin qu'il garde cet attachement fondamental à sa dimension sociale et à sa finalité première de préparer les étudiants à réaliser une architecture pour tous. Tu as tenu la barque, gardé le cap. C'est que tu as toujours eu pour tes semblables une profonde empathie, cette empa-

thie si indispensable à imaginer les splendides logements que tu as conçus et construits avec générosité, le plus souvent pour ceux qui en ont le plus besoin. C'est bien cette éthique sans faille qui t'a conduite à cette œuvre-là, et donc à délaisser sans regrets toutes ces paillettes qui accompagnent les médias et qui attirent les starlettes de l'architecture comme les néons attirent mouches et moustiques. Jusqu'à la dernière minute, au colloque de mai dernier, en fidèle animatrice des réflexions de la Société Française des Architectes, tu nous as livré le fruit de tes pensées sur notre façon « d'être au monde ».

C'est là un des sujets dont, avec tant d'autres, nous aurions pu débattre encore à l'infini, mais tout cela s'arrête en même temps et ici. Ensemble, nous n'aurons pas « d'après l'école ». Tu es partie comme la lionne que tu as toujours été. De toi, c'est l'image qui saisit chacun. Fière et conquérante, une chasseresse … et une mère. Une lionne singulière … une lionne rousse à crinière de lion qui a nargué ce crabe jusqu'à l'extrême limite, au point que des mots incroyables sont venus de tes amis : indestructible, invincible... Comme une dernière leçon tu as su incarner la sidérante force de l'être face au néant.

Et cependant, nous sommes si peu, un souffle, un « haïku », presque rien. Et l'ineffable est justement dans ces quelques mots attachés qui peuvent à eux seuls évoquer toute une vie, si courte et chez toi si généreuse, et y transcrire aussi dans une trace fugitive tout la richesse de l'aventure humaine.

Edith, toi qui aimais tant ces paradoxes dont tu nourrissais ton travail, faisant de leur antagonisme apparent le ressort de tes inventions, nous ne résistons pas à t'en proposer encore un :

Tu es partie et pourtant tu restes là. Parce que nous tous, ici présents, t'aimons, et tant que nous-même sommes là, tu restes parmi nous.

VIE DE LA SFA

Nos prochaines conférences

Matti Sanaksenaho - ***Projets*** - le jeudi 26 mars 2015 à 20h

Andreas Meck - ***Des lieux en harmonie*** - le jeudi 2 avril 2015 à 20h

Emili Donato - le jeudi 16 avril 2015 à 20h

Notre prochain colloque

COLLOQUE INTERNATIONAL

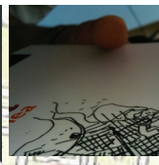
L'ÉLAN MODERNE

29-30 mai 2015

organisé par le Société française des Architectes
en partenariat avec le CNRS (GRDI «Savoirs artistiques et traités d'art)

Ces manifestations auront lieu dans nos locaux au 247 rue Saint-Jacques - 75005 Paris (entrée libre et gratuite)

Pour plus de renseignements www.sfarchi.org



Cefalu

Villa Costanza de Vincenzo Melusso à Sant'Agata

Je remercie tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réussite de ce voyage mémorable, notamment, Cécile, Laurent, Karim, Anne et Zoé et leurs amies, étudiantes françaises Erasmus à l'université d'architecture de Palerme.

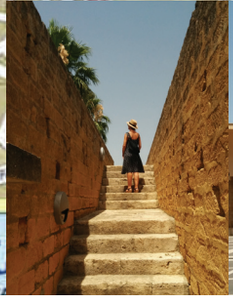
Un hommage aux participants au voyage : Christine, Rachel, Laurence, Hélène, Françoise, Tania, Stéphanie, Isabelle, Judith, Noëlle et les « garçons » : les deux Jean-Luc , Jean-Bernard, Pierre, Hervé (néanmoins...), Olivier, Luc, Bruno, Pablo, Antonio, Miguel, Pascal, il Presidente, Philippe, les deux Maurice et Alberto.

Une dédicace spéciale pour les architectes italiens qui nous ont accueillis si bien, Vincenzo Melusso, Tania Culotta, A. Sciascia et son homologue sociologue, M.le Président du quartier Zen et ses gardes du corps, et le recteur de l'Univeristé de Palerme.
Au prochain voyage Sfa aux antipodes...
Hervé Bleton

Palerme

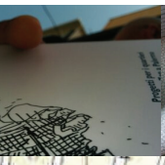
Cefalu :

Gibellina



Gibellina nuova Inachevée

Ruines d

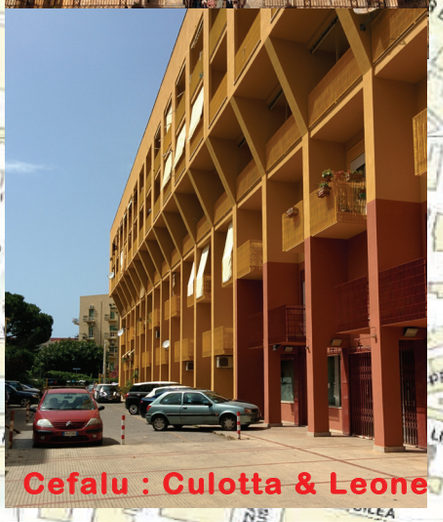


erme : quartier Zen Gregotti

alu : Culotta & Leone

ellina : Creto di Burri

nes de Gibellina



Cefalu : Culotta & Leone

Cefalu : Culotta & Leone

Cefalu : Culotta & Leone

le visiteur

REVUE CRITIQUE D'ARCHITECTURE

Abonnez-vous au *Visiteur* !

Créé par la Société Française des Architectes en 1995, *le Visiteur* encourage un regard critique sur l'architecture, le paysage, les infrastructures et l'urbanisme. *Le Visiteur* souhaite promouvoir des réalisations exemplaires par leur manière d'accueillir nos usages et de donner forme à nos villes.
Le Visiteur donne la parole au discours critique réunissant tous les acteurs du projet et de la ville, pour installer un espace de pensée au service d'un réel débat, qui tente d'allier un certain appétit littéraire et la culture du projet.

Notre revue est illustrée en couleur et entièrement traduite en anglais. Les projets et les réalisations faisant l'objet des articles sont systématiquement accompagnés des plans et de nombreuses illustrations descriptives (photographies, croquis), pour répondre à la demande d'un lectorat composé d'architectes, de paysagistes, d'enseignants-chercheur, d'historiens et d'étudiants aussi bien en architecture qu'en sciences sociales.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à visiter **notre nouveau site Web bilingue**, www.levisiteur.com, où vous pouvez trouver les tables des matières de tous les numéros publiés à ce jour accompagné d'extraits ou de résumés des articles.

n° 20

Novembre 2014

Format 220 x 260 mm
Broché,
couverture souple.
270 pages.
Poids : environ 650 g.
Prix : 20 €

Bon de Commande

1/ Type d'abonnement

☐ Renouvellement d'abonnement.

☐ Premier abonnement pour 3 n° consécutifs (55 €). Préciser à partir de quel numéro : ……
et/ou

☐ Achat de numéro(s) (20 € /le numéro). Préciser les numéros : …….....

☐ Frais de port : <u>offert</u> pour les envois en France métropolitaine.
Hors France métropolitaine : compter 7 € / exemplaire.

2/ Identification

Nom : ……..……..
Prénoms : ……..
Institution : ……
<u>Adresse de facturation</u>
Adresse : ……...
……...
Code postal : ……
Ville : ……
Pays : ……
<u>Adresse de livraison si différente</u>
Adresse : ……...
……...
Code postal : ……
Ville : ……
Pays : ……
<u>Pour vous joindre</u>
Téléphone : ……...
Fax : ……..
E-mail : ……

3/ Mode de paiement

☐ Virement. Dans ce cas, nous vous enverrons notre relevé d'identité bancaire dès que nous aurons reçu ce bon de commande dûment rempli.

☐ Chèque (seulement pour les banques françaises) à l'ordre de *Société Française des Architectes* .

Vous pouvez nous retourner ce bon de commande soit par fax : +(33) 1 56 81 10 26, soit par e-mail (scanné au format Jpeg) à l'adresse : achats@levisiteur.com soit par courrier postal à l'adresse : Société Française des Architectes, 247 rue Saint Jacques, 75005 – Paris.

le visiteur

Bulletin n°52 | 1er Trimestre 2015
Publiée par la Société française des architectes (SFA)
247, rue Saint-Jacques – 75005 Paris
www.sfarchi.org
Pour nous contacter : contact@sfarchi.org

© Société française des architectes, Paris, 2015

SFA société française des architectes